correspondance de presse internationale

inprecor

FANON, VIOLENCE ET QUÊTE DE LA LIBERTÉ

• Le nouveau Manifeste de la IVe Internationale, *par Michael Löwy* •

• Pour une autre politique économique européenne, *par Eric Toussaint* •

inprecor
novembre 2025 n° 738
5,5 € / 8 CHF

inprecor *sur le web :*
https://inprecor.fr

Aux abonné·es !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse. Alors… réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IVe Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.
Rédaction et administration : PECI-INPRECOR, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France
Tél. : +33 1 48 70 42 25
E-mail : redaction@inprecor.fr
Directeur de publication, gérant : Jan Malewski
Rédacteur en chef : Antoine Larrache
Correction : Isabelle Guichard
CPPAP n° 0926 | 88313
Belgique : agrément n° P928275
ISSN 1 0294-8516
Imprimé par Rotographie
2, rue Richard-Lenoir,
93106 Montreuil Cedex, France

Pour la diffusion dans les librairies, prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

novembre 2025 n° 738

Moyen-Orient & Afrique du nord

Bureau exécutif de la IVe Internationale Après le cessez-le-feu, nos tâches pour la libération de la Palestine **3**
Paul Martial Libye : La captation est au bout du fusil **6**
Joseph Daher La stratégie du HTC pour consolider son pouvoir en Syrie **10**

France

Elsa Collonges Instabilité politique : agir pour qu'il ne soit pas trop tard **15**

Économie

Éric Toussaint Europe : Pour une autre politique économique face aux réponses d'extrême droite et à l'offensive de Trump **20**

Nouvelles de l'Internationale

Michael Löwy Ruptures : Le nouveau Manifeste de la IVe Internationale **25**
Tendance programmatique 4e Internationale Les nôtres : Andreas Kloke (1953 – 2025) **27**

Lectures

Nadir Djermoune
Relire les Damnés de la terre, de Frantz Fanon **28**

États-Unis

Kay Mann Une participation massive aux manifestations No Kings ! **36**

Abonnement
(11 numéros par an)

Ma formule

France - DOM-TOM - Europe - Afrique	30 € (6 mois) ❑ 55 € (1 an) ❑
Autres destinations	39 € (6 mois) ❑ 71 € (1 an) ❑
Pli fermé (toutes destinations)	92 € (1 an) ❑
Moins de 25 ans et chômeurs	20 € (6 mois) ❑
Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations)	92 € (1 an) ❑
Abonnement de soutien	…… à partir de 70 € (1 an) ❑
Lecteurs solidaires (6 mois offerts à une personne qui ne peut pas payer)	24 € (6 mois) ❑
Abonnement PDF (pas d'envoi papier)	25 € (1 an) ❑
Total :	……

Pour continuer, inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement !

Mes coordonnées

Nom …… Prénom : ……
Adresse : ……
Code postal : … … … … … Ville : ……
Pays : …… Tél. : … … … … … …
E-mail : ……

Formule découverte
(réservé aux nouveaux abonnés)
12 €, pour 3 mois ❑

Anciens numéros

Mon paiement

- **Virements bancaires** à "PECI", à adresser au Société Générale, Agence Nation Jaucourt, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France. Compte n°30003 / 02795 / 00020066402 / 86.
IBAN :
FR76 3000 3027 9500 0200 6640 286
BIC : SOGEFRPP
- **Chèques bancaires** libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France (éviter les chèques hors de France en raison des frais bancaires).
- **Carte bancaire** sur https://la-breche.com/abos-inprecor

Après le cessez-le-feu, nos tâches pour la libération de la Palestine

Le bureau exécutif de la IVe Internationale a adopté cette résolution lors de la session du 25 au 27 octobre.

La signature du plan Trump et son début de mise en œuvre posent une série de questions nouvelles. Ce plan est la continuation, sous des formes très différentes, des politiques coloniales et d'épuration ethnique, qui nécessitent de poursuivre le mouvement mondial pour la libération de la Palestine.

Concernant l'analyse du plan, il est nécessaire d'éviter deux écueils caricaturaux. Le premier consiste à formuler une critique jusqu'au-boutiste de la situation : les signataires palestiniens seraient des traitres, tandis que ce plan serait la continuité totale du génocide. Le second est le travers inverse : le cessez-le-feu constituerait la victoire d'une résistance que rien n'arrête et ouvrirait une nouvelle période de contre-offensive.

La réalité est intermédiaire, en tout cas pour l'instant. Le plan de Trump relève d'une vision coloniale, consacre un rapport de forces négatif du point de vue du peuple palestinien et vise à démanteler ses capacités de résistance. Mais le cessez-le-feu, même s'il poursuit la colonisation et la politique d'épuration ethnique, permet de réorienter la lutte, une lutte qui ne peut obtenir de victoire que si elle rejette la complicité avec l'entité sioniste génocidaire et renoue avec des mobilisations de masse.

> *« Le plan de Trump relève d'une vision coloniale, consacre un rapport de forces négatif du point de vue du peuple palestinien et vise à démanteler ses capacités de résistance. »*

Le plan Trump

Les 20 points essentiels de Trump sont les suivants : 1) une démilitarisation (une zone «déradicalisée et libérée du terrorisme»), 2) une reconstruction sous domination impérialiste (Gaza sera *« réaménagée »*), 3) l'arrêt des combats et la mise en place d'une ligne de cessez-le-feu, 4) et 5) des échanges de prisonniers (les 48 « otages », vivants ou morts, contre 250 prisonniers palestiniens condamnés à perpétuité et 1700 détenus depuis le 7 octobre 2023). 6) L'amnistie pour les membres du Hamas qui abandonnent la lutte armée. 7) et 8) L'arrivée de l'aide humanitaire, la réhabilitation des structures d'urgence, l'ouverture du passage de Rafah dans les deux sens et 12) la liberté pour les Palestiniens de rester, de partir ou revenir. 9) La mise en place d'une autorité transitoire temporaire, d'un « comité palestinien technocratique et apolitique », dirigé par un conseil étranger à la tête duquel il était prévu de positionner Tony Blair. Il organiserait le financement et la reconstruction. 10) et 11) Une zone économique spéciale avec des droits de douane *« préférentiels »*. 13) Le Hamas et les *« autres factions s'engagent à ne jouer aucun rôle dans la gouvernance de Gaza »*, les infrastructures militaires (notamment les tunnels) doivent être détruits et 15) une *« force internationale de stabilisation temporaire, dont les USA et des pays arabes »* doit être déployée.

Il s'agit pour Trump de fixer un rapport de forces militaire favorable, avec l'objectif de renforcer encore davantage le contrôle politique et économique de Gaza. Tout cela dans le contexte du renforcement de la colonisation en Cisjordanie, des projets infâmes de Trump pour transformer Gaza en Riviera et des attaques d'Israël contre les pays voisins (Iran, Qatar, expansion de l'occupation au Liban et en Syrie, Yémen…).

Le plan s'inscrit totalement dans l'offensive des États-Unis pour assoir davantage leur domination sur le Moyen-Orient. Il s'agit notamment de renforcer le processus de « normalisation », c'est-à-dire de l'alignement des pays arabes sur les États-Unis, en particulier les monarchies du Golfe, l'Égypte, la Jordanie et le nouveau pouvoir en Syrie.

La vidéo abjecte postée par Trump pour annoncer son plan.

Il prévoit de continuer l'épuration ethnique en espérant que les conditions de vie misérables, dues à la destruction et au blocus, pousseront des centaines de milliers de Gazaoui·es à quitter la Palestine, tandis que celles et ceux qui resteront seront plongé·es en semi-esclavage par les nécessités de reconstruction de Gaza.

Les États-Unis et Israël espèrent en finir avec leurs oppositions, en détruisant les capacités militaires de la résistance et par l'appel de Trump à l'amnistie de Netanyahou dans le cadre des affaires de corruption dont il est accusé.

Vos livres et revues, votre abonnement à inprecor sur internet: la-breche.com
Librairie La Brèche
27 Rue Taine, 75012 Paris (M° Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h

La mise en œuvre du cessez-le-feu

Elle est loin d'être évidente : 2 000 prisonnier·es ont été libérés, dont 250 détenu·es de longue durée (157 Fatah, 65 Hamas, 16 Jihad, 11 FPLP, 1 FDLP). Il reste encore 9 000 prisonnier·es, c'est-à-dire deux fois plus qu'au début de la guerre. Des centaines de milliers de gazaoui·es sont revenu·es sur leur lieu d'habitation (la plupart du temps totalement détruit).

Mercredi 15 octobre, seulement 173 camions avaient été autorisés par Israël à entrer à Gaza, sur les 1 800 prévus, malgré les demandes expresses de l'ONU d'accélérer cette aide vitale pour la population. Le FPLP a ait également recensé 36 violations du cessez-le-feu par Israël, provoquant plusieurs dizaines de victimes. Cela sans parler des violences et tortures commises contre les prisonniers. Le 24 octobre, 41 ONG dénonçaient les restrictions à l'aide humanitaire, notamment par le blocage de camions. Ce sont, selon elles, l'équivalent de 50 millions de dollars de bien essentiels qui sont bloqués par Israël.

Le Hamas mène une offensive armée, soutenue par le FPLP et le Jihad islamique, contre les milices impliquées dans le pillage de l'aide humanitaire, qui sont des organisations mafieuses ou des groupes organisés ou soutenus par Israël. Une partie de celles-ci s'est repliée avec l'armée d'occupation israélienne derrière la « ligne jaune », la moitié de Gaza occupée par Israël. Il est cependant possible que ces opérations du Hamas lui permettent au passage de régler des comptes politiques internes, mais les informations fiables sont limitées.

Israël maintient son contrôle sur ce qu'il appelle une « zone tampon », dans l'est.

Les États-Unis et Israël exigent le désarmement total du Hamas et des autres forces palestiniennes, ce qui semble totalement impossible, pour deux raisons essentielles : premièrement, ce désarmement est politiquement inacceptable car les Palestinien·nes ne disposent pas de garanties concernant le respect du cessez-le-feu par Israël, qui est connu pour tordre les accords passés – sans parler de la nécessité, tôt ou tard de reprendre la lutte pour la libération de la Palestine, dont une dimension armée est inévitable ; deuxièmement il est impossible de garantir la sécurité des gazaoui·es, dans une région dévastée, sans avoir des armes disponibles pour protéger les distributions humanitaires, alimentaires, notamment vis-à-vis des milices mafieuses et/ou pro-Israël.

> *« Le droit à l'autodétermination n'est pas négociable, c'est aux Palestinien·nes d'organiser leur société comme ils et elles le souhaitent, et les troupes militaires comme les colons doivent partir. »*

Pourquoi un cessez-le-feu a-t-il été proposé par Trump

Il est parfois difficile de comprendre ce qui détermine la politique de Trump. Ce choix relève d'une combinaison de plusieurs facteurs :

1) Il devenait sans doute difficile de faire face au coût militaire, financier et politique croissant du génocide.

2) La mobilisation mondiale a pris une nouvelle dimension avec la grève générale en Italie – qui sert de modèle à bien des réflexions syndicales –, avec les flottilles – qui ont mis en difficulté Israël sur le plan politique, sans parler de l'inspiration toujours possible pour des mobilisations du type de la Marche pour Gaza, qui représentent un énorme danger pour les régimes arabes complices.

3) Le mouvement de contestation en Israël, malgré ses ambiguïtés et ses limites, est aussi un facteur d'affaiblissement de Netanyahou.

4) De plus, les États-Unis et Israël envisagent leur intervention dans le cercle plus global du Moyen-Orient. Il s'agit pour eux d'intervenir sur différents fronts : au sud du Liban où Israël continue d'intervenir militairement et d'occuper de nouveaux territoires, en Syrie où les deux États cherchent à la fois à obtenir encore des concessions politiques du nouveau pouvoir de HTC, qui cherche par tous les moyens à consolider son pouvoir y compris par la normalisation avec Israël, en Iran où Trump a commencé (au-delà de l'intervention militaire de juin 2025) à jouer son jeu préféré de l'alternance entre menaces et séduction en vue d'un deal.

La stratégie des États-Unis est de déplacer les rapports de forces globaux, les sphères d'influence, dans la concurrence avec les autres grandes puissances, en particulier l'Europe et la Russie.

Le 29 septembre à la Maison Blanche, conférence de presse de Netanyahou et Trump. © The White House / Domaine public

Ce qui change pour le mouvement de solidarité

La première chose est de se réjouir pour la population, qui ne subira pas d'une manière aussi forte, même de manière temporaire, la violence de l'État sioniste. On peut, de ce point de vue, souligner les capacités de résistance du peuple, qui a subit un massacre systématique dont la réalité est encore sous-estimée, et qui s'est immédiatement déplacé pour reprendre possession de sa terre, refusant une nouvelle Nakba. On doit exprimer la plus grande solidarité envers la population qui subit toujours les sévices de l'armée sioniste, de son univers carcéral de masse, et des colons. Cela sans surestimer les rapports de forces et sans tomber dans la glorification des sacrifices subis.

La seconde, sans doute la plus importante, est de dénoncer le plan de Trump. Il ne s'agit pas d'une dénonciation morale : nous considérons que les organisations

palestiniennes font bien ce qu'elles peuvent dans une situation terrible, et qu'elles n'ont manifestement pas d'autre choix que d'accepter ces conditions de cessez-le-feu. Mais il faut soutenir toutes les tentatives palestiniennes de contester le plan de Trump, point par point, et dénoncer le caractère colonial et impérialiste de cet accord construit sur les ruines et la mort.

Et, concrètement, nous avons la responsabilité de nous battre pour mettre en difficulté les impérialistes dans leurs objectifs des prochaines semaines. Un point clé est le refus total d'une ingérence étrangère à Gaza, c'est-à-dire le refus complet d'une présence impérialiste (occidentale et/ou arabe) sur le plan militaire comme sur les plans économique et administratif. Le droit à l'auto-détermination n'est pas négociable, c'est aux Palestinien·nes d'organiser leur société comme ils et elles le souhaitent, et les troupes militaires comme les colons doivent partir.

L'arrêt de la forme la plus aiguë du génocide provoquera, en même temps qu'un soulagement, un recul de la mobilisation mondiale. Il ne faut pourtant pas perdre de vue la nécessité de construire un mouvement de masse pour imposer le passage libre et immédiat de l'aide humanitaire, obtenir une réparation des dommages subis par la population, refuser la poursuite de la colonisation et de l'épuration ethnique, ainsi que la tentative des impérialistes de prendre le contrôle économique et militaire de Gaza.

Nous devons donc construire de nouvelles mobilisations, unitaires, pour modifier les rapports de forces.

En même temps que ce mouvement large, unitaire, sur des revendications immédiates, nous voulons contribuer à construire un mouvement organisé plus résolu, en lien direct avec des Palestinien·nes, autour de mots d'ordre qui vont plus loin :

- Opposition à la présence de troupes d'occupation étrangères (notamment de nos propres pays) et à un protectorat par les impérialistes, soutien total au droit à l'auto-détermination du peuple palestinien ;
- Libération de tous les prisonnier·es palestinien·nes, en appuyant notamment la campagne pour la libération de Marwan Barghouti qui est mise en avant dans le mouvement de solidarité au niveau international ;

Manifestation à Lisbonne, mai 2024 © Ana Mendes / Esquerda.net / CC BY-SA 2.0.

- Démantèlement des colonies, en particulier en Cisjordanie, Jérusalem et le Golan occupé ;
- Dénonciation du blocus, liberté de circulation ;
- Garantir le droit au retour ;
- Refus de l'État d'apartheid. Désarmement du régime génocidaire. Explication sur la libération de toute la Palestine, pour une Palestine libre, démocratique, égalitaire, laïque, etc.
- Continuer les tâches de BDS contre tous ceux qui collaborent, notamment en nous battant pour la rupture de toutes les relations avec Israël par les États, les entreprises – notamment celles qui contribuent à l'armement d'Israël –, la FIFA, les universités…

> *« La phase que nous venons de vivre est constitutive d'un durcissement du monde. Face à la barbarie, des centaines de millions de personnes se sont levées. »*

Nous avons également des tâches de solidarité militante plus concrète. Il y a notamment la participation à l'aide humanitaire, qui est une nécessité tout en étant une tâche relativement simple à remplir pour les personnes qui, dans les quartiers populaires, veulent manifester leur solidarité. Il y a également le soutien à la reconstruction d'organisations palestiniennes, visant notamment à la construction de luttes de masse, avec des manifestations, avec aussi la participation des syndicats, des organisations citoyennes et des différents partis qui composent le mouvement national palestinien. L'organisation de missions civiles au Liban, voire en Cisjordanie, peut redevenir un outil pour les soutenir.

Continuer la lutte

La guerre colonisatrice, le nettoyage ethnique n'ont pas commencé le 7 Octobre, notre résistance internationale non plus. Il y a un enjeu capital à ne pas baisser la garde et à renforcer nos positions. La phase que nous venons de vivre est constitutive d'un durcissement du monde. Cela produit des réactions, au niveau international, face à la barbarie, à la fuite en avant d'extrême droite et à la collaboration des régimes dictatoriaux dans les pays arabes.

Face à cela, des centaines de millions de personnes se sont levées. Nous affirmons notre soutien inconditionnel à la lutte du peuple palestinien, qui se combine avec notre propre vision de la lutte. Nous participons à la dénonciation des aspects les plus criants de la colonisation – la mort, la pauvreté, l'apartheid, les enfermements arbitraires… – pour construire un mouvement de masse, tout en œuvrant à la coordination des franges plus radicales, dans la jeunesse, les quartiers populaires, chez les juifs antisionistes et en défendant l'horizon stratégique de la libération de toute la Palestine, un combat d'émancipation, de révolution régionale qui balaiera les puissances impérialistes.

Le 16 octobre 2025

Libye : La captation est au bout du fusil

Les violents affrontements entre milices survenues en mai 2025 dans le quartier résidentiel de Tripoli soulignent l'instabilité chronique de la Libye. Le pays reste divisé avec deux gouvernements et le pouvoir de ces groupes armés règne, sur fond de corruption généralisée. Cependant, les récents évènements pourraient bouleverser ce statu quo.

Paul Martial

Paul Martial, militant de la Quatrième Internationale en France, est membre de la rédaction d'*Afriques en lutte*.

Par
Paul Martial

Depuis 2014, la Libye connait deux autorités concurrentes. Une première, installée dans la capitale Tripoli, qui voit son appellation changer au cours des années, est actuellement intitulée Gouvernement d'Union nationale (GUN). Elle a à sa tête le Premier ministre Abdel Hamid Dbeibah et un Haut Conseil d'État, une sorte de parlement reconnu au plan international et qui gouverne la partie ouest du pays. La seconde est dirigée par le maréchal Khalifa Haftar, qui est à la tête d'une Armée nationale libyenne (ANL) autoproclamée, qui soutient un gouvernement de stabilité nationale et un parlement appelé chambre des représentants. Le pouvoir d'Haftar s'étend sur la partie est et une grande proportion du sud du pays. Si les deux autorités assoient leur pouvoir sur les milices, elle se différencient par le degré d'unification et de contrôle de ces dernières, bien plus important du côté d'Haftar.

Ces cohortes armées sont apparues du fait même de la spécificité de la révolution libyenne, découlant de l'organisation du pouvoir, dans laquelle les tribus restent des acteurs majeurs de la vie sociale et politique du pays. À cela s'est ajoutée la facilité d'obtenir des armes après la chute de Kadhafi. Ainsi, progressivement, une économie politique singulière s'est installée, fondée sur la captation des ressources du pays, l'infiltration des structures étatiques et la construction d'un équilibre des pouvoirs qui reste précaire entre les milices, particulièrement à l'ouest du pays.

Des milices de Tripoli…

À Tripoli, la puissance de ces formations vient en partie de leur capacité à accompagner et soutenir militairement le Gouvernement d'Accord national (qui deviendra, après moult péripéties, le GUN) issu des accords de Skhira (1) et censé préparer les élections. Les milices n'apparaissent plus comme des groupes armés, qui sont prohibés par les accords, mais se définissent comme des forces de police adoubées par le ministère de l'Intérieur.

> *« Les milices n'apparaissent plus comme des groupes armés mais se définissent comme des forces de police adoubées par le ministère de l'intérieur. »*

Fort de cette légitimité reconnue sur le plan international, ces unités vont expulser militairement de Tripoli les groupes armés de Misrata (2). Une fois le terrain conquis, elles vont promouvoir leurs activités policières contre la criminalité et les différents trafics, même si elles vont s'adonner elles aussi à ces activités illégales. Leur capacité à apparaître comme le garant d'un pôle de stabilité et de sécurité essentiel dans la lutte contre le terrorisme et l'immigration illégale vont satisfaire aussi bien les Nations unies que les pays occidentaux. Six milices ont joué un rôle prépondérant à Tripoli.

- La Brigade des révolutionnaires de Tripoli (BRT) dirigée par Haytham Al-Tajouri et Hachim Bishr, basée dans le quartier de Souq Al-Juma'a, est responsable de disparitions et de tortures dans des centres de détention informels. Ces dirigeants sont impliqués dans des détournements de fonds parfois avec violence pour obtenir des lettres de crédit.
- La Brigade Nawasi, dirigée par la famille Qaddur (Kaddour) est également basée à Souq Al-Juma'a. Elle s'est dotée d'un service de renseignement. Ses membres sont responsables de la répression contre une manifestation qui s'est déroulée en 2020.
- Les forces d'Abdelghani Al-Kikli dit « Ghneiwa », appelées Forces de sécurité centrales puis Autorité de Soutien à la Stabilité (SSA), sont basées dans le quartier d'Abou Salim. Elles ont été décisives pour repousser les attaques des troupes d'Haftar contre Tripoli en 2020 mais ont été perdantes lors des affrontements du 13 mai dernier.
- Les Forces spéciales de dissuasion, communément appelées Force Radaa, dirigées par Abdel Raouf Kara, basées à l'aéro-

1) Ces accords ont été signés le 17 décembre 2015 entre les représentants du Congrès général national et ceux de la Chambre des représentants dans la ville marocaine de Skhirat. Ils prévoient la formation d'un gouvernement annoncé le 19 janvier 2016 et composé de trente-deux membres. Il est dirigé par Fayez el-Sarraj, également président du Conseil présidentiel. L'accord prévoit également la mise en place d'un Conseil présidentiel et d'un Haut Conseil d'État.

2) Misrata est une ville de Libye, située à 200 km à l'est de Tripoli, la capitale.

port de Mitiga, sont largement influencées par les combattants se réclamant du courant madkhaliste (3). Elles sont spécialisées dans la lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue et contre les atteintes à l'islam. Ces combattants ont fermé la deuxième édition de Comic-Con Libya, un festival de bandes dessinées qu'elles accusent de satanisme, et se sont attaquées aux concerts pop, considérés comme des lieux de dépravation morale. La force Radaa est responsable d'un centre de détention situé dans l'aéroport de Mitiga où les meurtres et les tortures sont courants. Elle est désormais en opposition au le gouvernement de Tripoli.

À cela s'ajoutent la brigade 301, qui rassemble des combattants de l'ouest du pays et dont les dirigeants sont issus de Misrata, et le Bataillon 444, qui va jouer un rôle décisif dans les derniers affrontements et qui dépend du ministère de la Défense.

Le pouvoir d'Abdel Hamid Dbeibah dépend largement de ces groupes d'autant que son élection est controversée. Sa désignation en février 2021 comme Premier ministre par le Forum de dialogue politique libyen a été obtenue grâce aux distributions de commissions occultes. Les experts de l'ONU ont réuni les preuves qu'au moins trois membres ont reçu des enveloppes de 200 000 dollars en échange de leur vote.

… à l'ANL de Benghazi

À la différence de Tripoli, l'Armée nationale libyenne (ANL) relève d'un commandement unique. Au départ, l'ANL s'est formée à partir d'un conglomérat d'anciens militaires kadhafistes, et de civils rejoints par des troupes locales, des combattants étrangers comme des Soudanais et des Tchadiens ainsi que des miliciens madkhalistes. C'est lors de la bataille de Benghazi en 2016 contre les islamistes que Haftar a pu faire émerger son armée grâce à l'important soutien des Émirats arabes unis (EAU). Le maréchal Haftar a tenu le discours qui correspondait à la vision politique que les EAU souhaitent pour la région. Un projet ordonné autour de la stabilité, d'un pouvoir autoritaire menant la lutte contre l'islamisme politique.

> *« Le point commun entre les groupes armés et les différents gouvernements est leur volonté de faire échec à toutes solutions qui sortiraient le pays du chaos. »*

Cette armée a pu se déployer progressivement dans le sud du pays et prendre le contrôle du croissant pétrolier où se situent les principales unités d'extraction de l'or noir.

À chaque fois, les différentes batailles de l'ANL sont menées au nom de la lutte contre le terrorisme et le djihadisme, cela lui permettant de recueillir un large soutien à l'international. L'Égypte offre son appui technique, la Russie a déployé les mercenaires de Wagner, les EAU financent et la France, plus discrètement, est intervenue avec ses forces spéciales.

D'autres milices existent à travers le pays. À l'extrême sud, elles présentent un caractère de défense communautaire notamment pour les Toubou et les Berbères. Il faut mentionner aussi les milices de la ville portuaire de Misrata qui jouent un rôle non négligeable à travers leurs alliances versatiles.

Des plans de paix récurrents et inefficaces

Le point commun entre les groupes armés, les différents gouvernements et autres institutions, qu'ils soient de Tripoli ou de Benghazi, est leur volonté de faire échec à toutes solutions politiques qui sortiraient le pays du chaos, ce qui serait synonyme d'une menace pour leurs intérêts économiques. Abdoulaye Bathily, ancien émissaire de l'ONU, le résume parfaitement lorsqu'il déclare : *« La plupart des leaders libyens ne veulent pas d'élections »*.

Une situation qui a usé plus de neuf envoyé·es spéciaux des Nations unies qui ont tous tenté, en vain, la mise en place d'une autorité commune visant l'organisation d'élections. L'actuelle émissaire, la dixième donc, est l'ancienne ministre des Affaires étrangères du Ghana, Hanna Serwaa Tetteh. Elle vient de présenter sa feuille de route, qui ne se différencie guère des autres. L'objectif étant la mise en place d'élections législatives

3) Cette tendance se réclame d'un érudit musulman saoudien Rabi al-Madkhali (1933-2025), un ultra-conservateur très rigoriste dans les préceptes religieux. Il se prononce notamment contre la démocratie et pour l'établissement d'une gouvernance basée sur la Sharia mais est fermement opposé à l'islam politique. Il enjoint les fidèles à se soumettre au pouvoir politique en place et interdit toute forme de rébellion.

et présidentielle organisées par un gouvernement unifié dans un délai de 12 à 18 mois. Il n'y a aucune raison objective pour que ce plan rencontre un quelconque succès.

Pourtant, il existe un désir partagé par une majorité de Libyen·nes de bénéficier d'une gouvernance démocratique, comme en témoignent les élections municipales qui se sont déroulées dans la partie ouest du pays et qui ont vu une participation électorale de 74 %. Dans la zone est, contrôlée par le maréchal Haftar, les élections ont été annulées et certains bureaux de vote dans la partie ouest ont été incendiés par des groupes armés, révélateur d'une volonté de maintenir le statu quo et par là même le bâillon sur les populations.

Une économie politique singulière

Si la Libye est divisée, certaines structures restent unitaires, tout en faisant l'objet de rivalités parfois violentes. Parmi elles la National Oil Company (NOC). Elle est la seule structure habilitée à vendre le pétrole libyen à l'étranger. Les recettes sont versées à la Central Bank of Libya (CBL). Cette dernière contribue au budget des deux entités Tripoli et Benghazi, comprenant notamment les salaires des combattants des milices affiliées – du moins formellement – aux structures gouvernementales.

Les différentes malversations qui financent les milices passent en premier lieu par le détournement de l'essence raffinée. Cette dernière est très fortement subventionnée mais la plupart des livraisons n'atteignent jamais les stations-services du pays car elles sont revendues à l'étranger, engrangeant ainsi de forts profits pour les auteurs de cette contrebande. Un autre système est celui des fraudes aux lettres de crédit. La CBL octroie des devises, soit en dollars soit en euros, sur la base du taux de change officiel pour favoriser les importations de marchandises. Que ce soit du côté de Tripoli ou de Benghazi, les dirigeants des milices bénéficient de ces devises sans rien importer et les échangent au marché noir, triplant voire quadruplant leur valeur en dinars. Ces pratiques illégales de grande envergure ne peuvent s'effectuer qu'avec la complicité des autorités.

À ces différents trafics s'ajoute celui des êtres humains, qui utilise les fonds européens destinés à la lutte contre l'immigration clandestine.

Si toutes les factions et les dirigeants politiques peuvent trouver leur compte dans cette corruption généralisée, cela n'annihile pas pour autant les compétitions entre elles avec cette volonté de part et d'autre d'accroitre voire de contrôler la totalité du pouvoir en Libye. Ainsi Haftar a tenté de s'emparer de Tripoli en 2019 avec une guerre qui a duré près d'une année. Dbeibah s'est attaqué au gouverneur de la Banque centrale, lui reprochant ses critiques sur sa politique dispendieuse et surtout d'être trop proche des autorités de Benghazi en finançant la reconstruction de l'est du pays fortement touché par le cyclone Daniel, notamment à Derna, avec les effondrements des barrages. Ibrahim Dbeibah, le neveu du Premier ministre, avec l'aide des milices, a tenté de remplacer Sadiq Al Kabir, le gouverneur de la CBL, par un homme dévoué à leur clan. Al Kabir s'est enfui, dénonçant notamment les enlèvements de cadres de la banque comme moyen de pression pour détourner de l'argent. Le remplaçant à la solde de Dbeibah s'est retrouvé rapidement impuissant, puisque les grandes banques internationales ont bloqué toutes les transactions, et Haftar a coupé les exportations de pétrole. C'est sous l'égide de l'ONU que Naji Issa Belqasem, directeur du contrôle monétaire et figure consensuelle, a pu être nommé à la tête de la CBL.

> *« Les différentes malversations qui financent les milices passent en premier lieu par le détournement de l'essence raffinée. »*

Volonté d'affermir ses positions

À Benghazi, le maréchal Haftar conforte le pouvoir de son clan familial en nommant ses fils à des postes stratégiques ou lucratifs. Al-Muntasir Haftar dirige des sociétés immobilières en Virginie aux USA, dont les actifs sont évalués à huit millions de dollars. Belgacem Haftar est à la tête du Fonds de développement et de reconstruction pour l'est de la Libye, avec un budget de 10 milliards de dinars libyens. Saddam Haftar est nommé vice-commandant de l'ALN et fait figure de successeur de son père. Khaled Haftar est le chef d'état-major des forces de l'est. Les principaux dirigeants de l'ALN sont aussi des hommes d'affaires reproduisant le système économique que l'on peut trouver en Égypte ou au Soudan, où les officiers supérieurs ont accaparé les principales entreprises industrielles, commerciales et agricoles du pays.

Pour Tripoli, on a affaire à un partage entre les élites issues des milices, des ministères ou du parlement créant une sorte d'équilibre par l'établissement d'alliances précaires. Une milice qui risque de prendre le dessus engendrera contre elle une alliance des autres. En septembre 2021 la milice de l'Autorité de soutien à la stabilité (SSA) de Ghneiwa avait attaqué la caserne de Khalifa El-Tekbali, siège de la brigade 444 placée sous la responsabilité du ministère de la Défense. Deux ans plus tard, c'est le commandant de la brigade 444, le colonel Mahmoud Hamza, qui est enlevé par les forces Radaa ; occasionnant la mort d'une cinquantaine de personnes lors des affrontements entre les deux structures. Sa libération a été le fruit de pourparlers entre les deux groupes sous l'égide des autorités de Tripoli.

Les affrontements du 13 mai

La dernière confrontation importante a eu lieu le 13 mai dernier, quelques semaines avant la fête de l'Aïd. Ghneiwa, le dirigeant de la SSA, a été assassiné au quartier général de la brigade 444, qui s'est attaquée aussitôt à la SSA, provoquant son démantèlement.

Ghneiwa, un ancien criminel, avait au fil du temps pris du poids dans l'appareil sécuritaire de Tripoli et avait réussi à infiltrer l'appareil d'État, la Banque centrale et les principales entreprises publiques. L'alliance nouée entre Dbeibah et Ghneiwa s'est détériorée. Le patron de la SSA, d'allié est devenu un concurrent sérieux du Premier ministre, au moins au niveau économique. L'objet du litige était le contrôle de la compagnie nationale des télécoms, dotée d'un trésor de guerre de plusieurs milliards de dinars.

Fort du succès de l'opération contre la SSA, Dbeibah a voulu l'étendre contre Radaa, au motif de la lutte contre les milices qui, dans les faits, se traduit par la lutte contre une des milices. Mais Radaa a résisté avec l'aide de plusieurs autres milices de Misrata venues en renfort. Après une journée de combats, un cessez-le-feu a été décrété, suivi d'un accord entre les protagonistes, sous la supervision du responsable des services secrets turcs. Radaa était dans le collimateur de Dbeibah car cette force s'est opposée de plus en plus fréquemment au Premier ministre, et a soutenu le gouverneur de la Banque centrale.

De nouveau, un calme précaire s'est installé sur Tripoli. Il est certain que Dbeibah est sorti affaibli de cette confrontation. La nomination de Hassan Bouzriba à la tête des restes de la SSA par Mohammed el-Menfi, le chef du Conseil présidentiel libyen, même si cette structure a peu de pouvoir, révèle les oppositions. En effet, Hassan Bouzriba, l'ancien bras droit de Ghneiwa, est issu d'une grande famille et est un opposant déclaré à Dbeibah. Il entretient de bonnes relations avec le maréchal Haftar et a la capacité de reconstruire la SSA. De plus, une alliance s'est formée entre les milices de Misrata et Radaa. Enfin le Premier ministre est complètement discrédité aux yeux des populations qui voient en lui le premier responsable des violents affrontements qui ont eu lieu à l'arme lourde au milieu d'un quartier résidentiel, alors qu'il avait promis de ramener la paix et l'ordre.

Désormais les principales chancelleries doutent de la capacité de Dbeibah à jouer son rôle de dirigeant de Tripoli et de garant de l'équilibre entre les différentes forces présentes dans la capitale.

Une recomposition possible

Si la Turquie est le principal soutien du GUN de Tripoli, cette configuration est en train de changer. En effet, cette politique de soutien est avant tout motivée par ses propres intérêts économiques et géopolitiques. Ainsi, Recep Erdoğan a conditionné son soutien militaire au GUN – qui s'est avéré décisif lors de l'attaque des troupes d'Haftar contre la capitale – à la signature d'un accord économique très favorable à Ankara pour l'exploitation du pétrole en Méditerranée.

L'affaiblissement du Premier ministre sur la scène libyenne pousse les autorités turques à diversifier leurs alliances, notamment avec le clan Haftar. Sadam Haftar s'est ainsi rendu à Istanbul, où il a rencontré le ministre turc de la Défense, Yaşar Güler, et le chef d'état-major Selçuk Oğuz. Après cette visite inédite, une autre rencontre a eu lieu, cette fois entre le maréchal Haftar et le ministre des Affaires étrangères Hakan Fidan – un poids lourd du gouvernement Erdogan – et Ibrahim Kalin, chef du Service national du renseignement turc (MIT). Des entrevues qui se déroulent dans le cadre d'une offensive diplomatique d'Haftar en direction des USA mais aussi de la France et de l'Italie, qui reste un soutien de Tripoli.

> *« La nouvelle feuille de route de l'ONU pourrait permettre à Haftar de fournir des gages aux différents acteurs internationaux. »*

Un autre facteur souvent sous-estimé est la force de plus en plus importante du courant islamiste madkhaliste. Comme nous l'avons vu, ce courant est présent, avec une influence certaine, dans les forces de l'ALN d'Haftar et contrôle la milice de Tripoli Radaa. Les madkhalistes sont aussi présents dans d'autres milices à travers le pays et sont aussi capables de transcender les appartenances tribales.

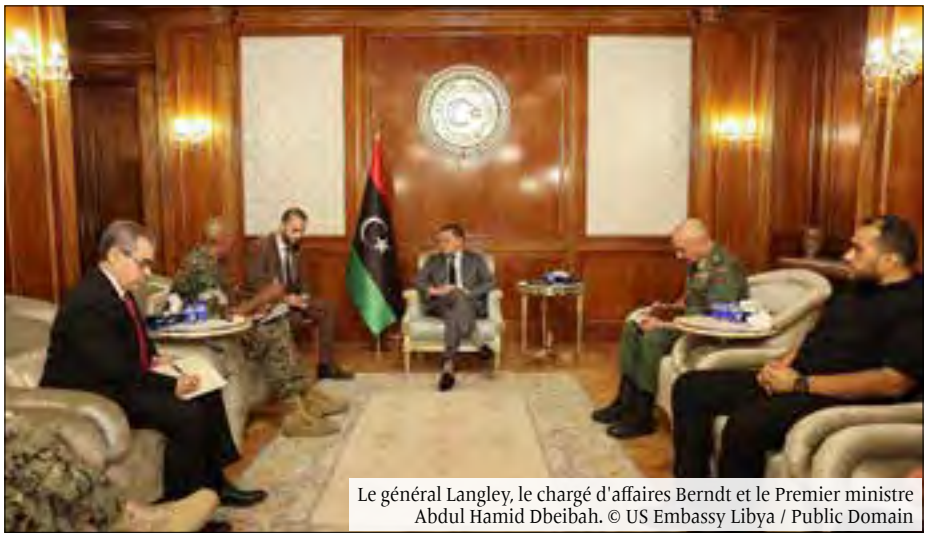
Les affrontements du 13 mai ont peut-être ouvert une nouvelle séquence autour de l'affaiblissement de Dbeibah. Son camp est miné par les oppositions de certaines milices de Misrata et de Radaa qui peut devenir le cheval de Troie d'Haftar à Tripoli. Le crédit politique du Premier ministre s'est effrité et ses soutiens internationaux n'hésitent plus à nouer des relations avec son principal adversaire, le maréchal Haftar. Ce dernier arrive à engranger des succès en élargissant son pouvoir au sud, en contrôlant les principaux puits de pétrole et en gardant des bons contacts avec une partie des dirigeants des principales institutions publiques du pays qui siègent à Tripoli.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la nouvelle feuille de route de l'ONU qui vise à réunifier les deux autorités politiques du pays pourrait être une occasion pour Haftar de montrer sa capacité à fournir des gages aux différents acteurs internationaux même si leurs agendas sont opposés. Pour les pays du Golfe, il peut offrir une stabilité politique basée autant sur la répression des mouvements citoyens que sur le courant islamiste quiétiste représenté par des madkhalistes. Il peut garantir à la Russie la pérennité de leur emprise dans le sud du pays pour organiser les flux logistiques de leurs mercenaires en Afrique et offrir aux pays européens un contrôle strict de l'immigration. Le tout couronné par une augmentation des exportations de pétrole. Certes Haftar est loin d'avoir un soutien unanime, surtout de la part des dirigeants des milices qui, dans cette configuration, risquent d'être dépossédés de leur pouvoir et de leur manne financière. Mais en l'absence d'un soutien de l'étranger, le rapport de force diplomatique et militaire joue en la défaveur des milices, surtout si les puissances occidentales agitent la menace de sanctions économiques et de gel des avoirs aux motifs d'une obstruction à l'unité du pays.

Les grands perdants resteraient les populations. Après avoir subi la dictature de Kadhafi, puis celle des différentes milices, elles seraient de nouveau en butte à un népotisme autoritaire comme le montrent les violations systématiques des droits humains dont sont victimes les opposant·es dans les territoires que les Haftar contrôlent.

Pour les pouvoirs réactionnaires de la région, cette recomposition en Libye, tout comme la guerre au Soudan, participerait à tourner la page du Printemps arabe. Mais c'est sans compter sur les désirs de changement de la jeunesse, que l'on voit un peu partout à travers le monde, et qui pourrait écrire un nouveau chapitre.

Le 4 octobre 2025



Le général Langley, le chargé d'affaires Berndt et le Premier ministre Abdul Hamid Dbeibah. © US Embassy Libya / Public Domain

La stratégie du HTC pour consolider son pouvoir en Syrie

La chute du régime de Bachar al-Assad en décembre 2024 et la levée des sanctions américaines qui s'en est suivie ont suscité des espoirs pour l'avenir de la Syrie. Cependant, plus de dix mois après, le caractère antidémocratique, néolibéral et pro-impérialiste du régime est de plus en plus visible.

Par
Joseph Daher

Le pays fait face à une fragmentation territoriale et politique, des influences et occupations étrangères et des tensions confessionnelles. Celles-ci se sont traduites notamment par les massacres de mars contre les populations alaouites des zones côtières, qui ont fait plus de 1 000 morts, après les attaques contre les populations druzes d'avril, mai et juillet, et après un attentat-suicide dans une église de Damas commis en juin.

Une instabilité persistante

À la mi-juillet, les événements dramatiques dans la province de Soueïda n'ont fait qu'aggraver la situation : des violations massives des droits humains ont été commises, notamment par des groupes armés affiliés et soutenant les autorités centrales de Damas. Plus récemment, début octobre, des affrontements ont éclaté à Alep entre deux quartiers à majorité kurde (Cheikh Maqsoud et Achrafieh) et les zones tenues par les forces gouvernementales. Un cessez-le-feu local y a mis fin le lendemain à l'aube. Depuis la chute du régime Assad, des affrontements réguliers opposent les Forces démocratiques syriennes (FDS) – dominées par le groupe armé kurde des YPG – et le nouveau régime dirigé par Hayat Tahrir al-Cham (HTC) dans le nord et le nord-est de la Syrie, malgré un accord conclu en mars entre Damas et les autorités du nord-est de la Syrie prévoyant une intégration des institutions civiles et militaires de l'administration autonome kurde dans les institutions nationales. Or, de nombreux points restaient en suspens sur son application réelle.

Tout cela se déroule dans l'absence persistante d'une phase de transition politique inclusive et démocratique. Ces défis ont un impact négatif sur la reprise économique potentielle et le futur processus de reconstruction, pourtant crucial. Sans oublier que plus de la moitié des Syrien·nes restent déplacé·es, à l'intérieur du pays ou à l'étranger. Plus de 90 % des Syrien·nes vivent sous le seuil de pauvreté et 16,7 millions de personnes – c'est-à-dire les trois quarts de la population – ont eu besoin d'aide humanitaire en 2024, selon l'ONU.

> *« L'orientation politico-économique des nouvelles autorités au pouvoir semble de plus en plus privilégier un modèle économique commercial, caractérisé par des investissements axés sur le profit à court terme, au détriment des secteurs productifs de l'économie. »*

Dans ce contexte difficile, la nouvelle élite dirigeante menée par Hayat Tahrir al-Cham est plus intéressée par la consolidation de son pouvoir sur le pays que par la mise en place d'une transition politique favorisant une participation large et inclusive de la société syrienne. Pour ce faire, les autorités dirigeantes menées par HTC ont développé une stratégie basée sur trois facteurs principaux : de nouvelles alliances internationales, la domination des institutions étatiques et de la société civile, et l'instrumentalisation du confessionnalisme.

Cet article vise à analyser comment les politiques de HTC renforcent son contrôle et sa domination sur la population, en totale opposition avec les revendications initiales du soulèvement populaire syrien de mars 2011, se comportant ainsi comme un acteur contre-révolutionnaire. Les actions contre-révolutionnaires des auto-

Joseph Daher

Joseph Daher est militant de la IVe Internationale, universitaire suisse d'origine syrienne et expert en économie politique du Moyen-Orient. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *Le Hezbollah, un fondamentalisme religieux à l'épreuve du néolibéralisme* (Syllepse, 2019), *Syrie, le martyre d'une révolution* (Syllepse, 2022), *La question palestinienne et le marxisme* (La Brèche, 2024) et *Gaza, un génocide en cours, Palestine, Proche-Orient et internationalisme* (Syllepse, 2025). Il a enseigné dans plusieurs universités, notamment à l'Université de Lausanne en Suisse (où son contrat a été rompu en raison de son engagement militant) et à l'Université de Gand en Belgique.

rités dirigées par HTC démontrent également que dans un processus révolutionnaire, l'« ancien régime » ou les éléments qui y sont liés ne sont pas le seul pôle contre-révolutionnaire menaçant les intérêts des classes populaires.

La Syrie dans une nouvelle alliance internationale

Les nouvelles autorités au pouvoir, dirigées par HTC à Damas, s'enracinent dans une alliance ancrée par les États-Unis, incluant des États régionaux comme la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite. Si Ankara et Doha ont été les principaux gagnants de la chute du régime d'Assad et entretiennent des relations avec HTC depuis des années, les autorités syriennes ont veillé à diversifier leurs relations avec d'autres pays de la région, et plus particulièrement avec le Royaume d'Arabie saoudite. Riyad est en effet l'acteur clé pour accélérer la reconnaissance et l'acceptation régionales, notamment parmi les autres monarchies du Golfe.

La reconnaissance des nouvelles autorités syriennes par les puissances internationales et régionales a également été symbolisée par la participation du régime de Damas à l'Assemblée générale des Nations unies à New York en septembre 2025. Le président par intérim Ahmed al-Charaa a été le premier dirigeant syrien à participer à une réunion de haut niveau des Nations unies depuis près de 60 ans, et a prononcé un discours devant l'Assemblée générale. La dernière participation à celle-ci d'un président syrien remontait à 1967, avant les 50 ans de règne de la dynastie Assad. En outre, la délégation syrienne a tenu de nombreuses réunions avec les dirigeants de différents pays, notamment une deuxième rencontre entre al-Charaa et le président américain Trump après celle qui avait eu lieu en Arabie saoudite en mai 2025.

Adaptation au marché mondial

Cette politique de légitimation du nouveau pouvoir a permis d'amorcer un processus de levée des sanctions contre la Syrie – ouvrant la voie à la facilitation des échanges financiers et à la réintégration de l'économie syrienne dans le marché financier mondial. Elle essaie ainsi de mettre en place les conditions pour attirer des investissements directs étrangers (IDE) et des entreprises de la diaspora syrienne, autant d'objectifs clés pour les nouvelles autorités. Dans ce contexte, Damas s'efforce d'attirer des entreprises régionales et internationales afin qu'elles investissent dans le pays, notamment pour moderniser ses infrastructures et générer des revenus. Après l'annonce de la levée des sanctions, le gouvernement syrien a multiplié les protocoles d'accord avec des entreprises régionales et internationales.

L'orientation politico-économique des nouvelles autorités au pouvoir semble de plus en plus privilégier un modèle économique commercial, caractérisé par des investissements axés sur le profit à court terme, au détriment des secteurs productifs de l'économie. Cela se reflète largement dans la nature des promesses d'investissement faites à la Syrie. Les autorités de Damas privilégient l'attraction d'investissements dans des secteurs tels que le tourisme, l'immobilier et les services financiers, généralement rentables à court terme, plutôt que de chercher à encourager les Investissements directs étrangers dans des secteurs productifs comme l'industrie manufacturière et l'agriculture.

Le conseiller à la sécurité nationale britannique Jonathan Powell (à gauche) rencontrant le président par intérim syrien Ahmad el-Chareh à Damas le 5 août 2025. © Sana / Handout / AFP

La « normalisation » des relations avec Israël

Cette voie comprend également une forme de « normalisation » avec Israël, directe ou indirecte. Le président par intérim al-Charaa a répété à plusieurs reprises que son régime ne constituait pas une menace pour Israël et a apparemment également déclaré au président Trump sa volonté d'adhérer aux accords d'Abraham si les conditions le permettent. En référence à cela, il a fait valoir que la Syrie peut *« jouer un rôle majeur dans la sécurité régionale »*. Al-Charaa a ajouté que la Syrie partage des *« ennemis communs »* Israël, notamment l'Iran et le Hezbollah. Ainsi, Damas n'a pas condamné les frappes israéliennes massives contre l'Iran, considérant tout affaiblissement de la République islamique (et du Hezbollah au Liban) comme un élément positif. Cette position est non seulement liée au rôle violent de l'Iran dans le soutien à Assad pendant le soulèvement syrien, mais elle reflète également l'orientation politique de la nouvelle élite dirigeante, alignée sur les politiques américaines. Il est indéniable que la chute du régime d'Assad en décembre 2024 a représenté un impact régional majeur dans les rapports de forces géopolitiques au détriment de la République islamique d'Iran et de ses réseaux d'influence.

Alors que les tensions se sont intensifiées entre Damas et Tel-Aviv à la mi-juillet, suite aux massacres commis par des milices armées affiliées ou soutenant les autorités de Damas dans le gouvernorat de Soueïda et aux frappes aériennes israéliennes qui ont suivi contre la Syrie, les discussions et les rencontres entre responsables des deux pays se sont poursuivies. Par ailleurs, des négociations se sont poursuivies entre les deux acteurs, sous la médiation des États-Unis, en vue de conclure un accord sécuritaire visant à stabiliser la frontière. Il doit se traduire notamment par la promesse syrienne d'empêcher que son territoire ne soit utilisé pour des attaques contre Israël et par des mesures de démilitarisation du

côté syrien, afin d'éviter une escalade, première étape avant l'établissement de relations plus formelles.

Dominations sur les institutions étatiques et la société

S'appuyant sur la légitimation continue de son pouvoir par les puissances régionales et internationales, les nouvelles autorités de HTC ont pris des mesures pour consolider leur emprise sur les acteurs politiques, économiques et sociaux. HTC domine les postes clés des institutions étatiques, de l'armée et des services de sécurité. De même, des postes clés au sein du gouvernement de transition sont occupés par des personnalités proches d'al-Charaa. Par exemple, Assad al-Chibani et Abou Qasra ont conservé respectivement leurs postes de ministre des Affaires étrangères et de ministre de la Défense, tandis que Anas Khattab a été nommé ministre de l'Intérieur. Par ailleurs, les nouvelles autorités ont mis en place des institutions parallèles pour consolider leur pouvoir, comme le Conseil national de sécurité syrien, dirigé par al-Charaa et composé de ses proches collaborateurs (ministre des Affaires étrangères, ministre de la Défense, ministre de l'Intérieur et directeur des renseignements généraux). De manière similaire, le ministère des Affaires étrangères a créé fin mars le Secrétariat général aux affaires politiques, chargé de superviser les activités politiques intérieures, d'élaborer les orientations générales en matière politique et de gérer les actifs du parti Baas dissous.

L'absence de processus démocratique inclusif au sein du nouveau pouvoir s'est également reflétée dans diverses initiatives, conférences et comités censés être participatifs et définir les prochaines étapes du pays. Parmi ces initiatives, la Conférence de dialogue national syrien, tenue le 25 février, a été largement critiquée pour son manque de préparation, de représentativité et de sérieux, compte tenu du temps limité alloué aux sessions. La Constitution intérimaire, signée par le président syrien par intérim, a également

Le ministre de l'Intérieur Anas Khattab lors d'une cérémonie visant à récolter des fonds pour la reconstruction de la ville d'Idlib. DR

été vivement critiquée par divers acteurs politiques et sociaux, tant pour le manque de transparence des critères de sélection du comité de rédaction que pour son contenu. De plus, si la Constitution intérimaire proclame formellement la séparation des pouvoirs, celle-ci est entravée par l'étendue des pouvoirs conférés à la présidence. Le dernier exemple en date est celui des prétendues « élections » de l'Assemblée du peuple d'octobre, qui ont suscité de nombreuses critiques. La méthodologie et le processus adoptés pour sélectionner les membres du futur parlement ont manqué de transparence et d'inclusivité, favorisant ainsi les acteurs proches des nouveaux dirigeants. En outre, le président par intérim Ahmed al-Charaa nomme un tiers des membres du Parlement, tandis que les deux tiers restants sont sélectionnés par des « sous-comités régionaux » eux-mêmes nommés par le Comité supérieur pour l'élection de l'Assemblée du peuple, dont les membres sont choisis par la présidence… Sans oublier que vingt et un sièges sont laissés vacants pour le moment, ceux rattachés aux provinces de Hassaké et Raqqa dans le nord-est à majorité kurde, et de Soueïda dans le Sud à majorité druze, qui échappent encore au contrôle de l'État. En attendant de réunir les *« conditions politiques et sécuritaires appropriées »*, a déclaré le porte-parole de la commission électorale…

> *« Hazem al-Charaa est chargé de mettre en place un comité dont l'objectif est de remodeler l'économie syrienne par le biais d'acquisitions secrètes d'entreprises appartenant à des hommes d'affaires affiliés à l'ancien régime d'Assad. »*

De manière plus générale, des réseaux informels composés de « cheikhs administratifs » et d'autres comités secrets au sein des ministères et des institutions de l'État se sont développés afin de gérer les secteurs essentiels, de la sécurité et des finances à la politique étrangère et à l'administration interne, sans aucune restriction ou avec des restrictions minimes de la part de l'appareil étatique. Dans ces circonstances, les canaux officiels des institutions de l'État sont souvent ignorés, et le pouvoir réel est exercé par un petit réseau informel d'individus jouissant d'une autonomie et d'une confidentialité importantes.

Gestion en famille

En dehors des institutions étatiques, les autorités au pouvoir dirigées par HTC ont également tenté d'étendre leur domination sur d'autres acteurs politiques et sociaux. Elles ont par exemple restructuré les chambres de commerce et d'industrie du pays en remplaçant la majorité des membres et en réduisant le nombre de membres du conseil d'administration des principales chambres, notamment celles de Damas, de la campagne de Damas, d'Alep et de Homs. Plusieurs nouveaux membres du conseil d'administration sont connus pour leurs relations étroites avec HTC. En outre, les autorités ont également fait appel à de nouvelles personnalités

affiliées pour diriger les syndicats et les associations professionnelles, sans qu'aucune élection n'ait eu lieu pour élire leurs nouveaux dirigeants. Ces pratiques consistant à nommer des membres plutôt qu'à promouvoir des élections internes s'inscrivent dans la continuité directe de l'ancien régime d'Assad.

En outre, le frère du président autoproclamé de la Syrie, Hazem al-Charaa, s'est progressivement imposé comme une figure importante dans les affaires économiques et la gestion des élites commerciales. Il a notamment accompagné Ahmed al-Charaa lors de ses premières visites à l'étranger, en Arabie saoudite et en Turquie. Une récente enquête de Reuters a également révélé que Hazem al-Charaa est chargé de mettre en place un comité dont l'objectif est de remodeler l'économie syrienne par le biais d'acquisitions secrètes d'entreprises appartenant à des hommes d'affaires affiliés à l'ancien régime d'Assad. Selon cette enquête, ce comité a pris le contrôle d'actifs d'une valeur de plus de 1,6 milliard de dollars américains appartenant à des hommes d'affaires et à des entreprises anciennement affiliés à l'ancien régime d'Assad. De plus, la tâche principale de Hazem al-Charaa consiste à gérer les relations avec les hommes d'affaires locaux et à attirer d'autres hommes d'affaires résidant à l'étranger, tout en gérant les investissements et les fonds de développement créés par le président par intérim al-Charaa. Dans le même temps, certaines personnalités proches de l'ancien palais Assad, comme Mohammad Hamcho – allié historique de Maher el-Assad – et Salim Daaboul, propriétaire de plus de 25 entreprises et fils d'un secrétaire de longue date de l'ancien dirigeant Hafez el-Assad, ont réussi à négocier des réconciliations avec les autorités au pouvoir. Cela s'est notamment traduit par la présence des fils de Mohammad Hamcho lors du lancement du Fonds de développement syrien à Damas, le 4 septembre, pour lequel ils ont fait un don d'un million de dollars.

Le risque d'un contrôle exclusif par HTC et ses alliés des institutions étatiques et d'une extension de leur pouvoir sur la société pourrait créer de nouveaux cycles de violence et de tensions confessionnelles, tout en aboutissant à un processus de transition et de reconstruction mené par l'élite, qui ne fera que reproduire les inégalités sociales, l'appauvrissement, la concentration des richesses entre les mains d'une minorité et l'absence de développement productif.

Le confessionnalisme, un outil de domination et de contrôle sur la société

Enfin, pour consolider son pouvoir sur la société, HTC utilise le confessionnalisme comme un outil de domination et de contrôle de la population. Si les violences confessionnelles déclenchées en mars contre les civils alaouites ont été initialement provoquées par les vestiges du régime d'Assad, qui ont organisé des attaques coordonnées contre des membres des services de sécurité et des civils, la contre-réaction a englobé tous les Alaouites, selon une logique de haine confessionnelle et de vengeance. En avril et mai, des groupes armés liés aux autorités ou les soutenant ont lancé des attaques contre la population druze, avant les massacres commis à Soueïda à la mi-juillet.

> *« Les violations des droits humains à l'encontre des individus et des populations alaouites, notamment les enlèvements et les assassinats, ont augmenté depuis le début de l'année. »*

La responsabilité des massacres commis en mars et juillet, des meurtres et enlèvements incessants de civils alaouites dans les zones côtières et du siège continu de la province de Soueïda incombe principalement aux nouvelles autorités syriennes. Elles n'ont pas réussi à les empêcher, et certaines milices ont même été directement impliquées dans les attaques. Les hautes sphères de l'État étaient au courant des massacres et les ont approuvés, comme l'ont rapporté Reuters et Human Rights Watch (1). De plus, les autorités au pouvoir de HTC ont créé les conditions politiques qui les ont rendus possibles.

En effet, les violations des droits humains à l'encontre des individus et des populations alaouites, notamment les enlèvements et les assassinats, ont augmenté depuis le début de l'année, certaines d'entre elles, comme le massacre de Fahil à la fin du mois de décembre 2024 et celui d'Arzah au début du mois de février 2025, ressemblant à des répétitions générales avant les massacres survenus sur la côte. Puis, des attaques confessionnelles contre les populations druzes à Damas et dans le sud, à Soueïda, ont eu lieu avant les massacres de la mi-juillet. Une fois de plus, aucune mesure n'a été prise contre les milices impliquées dans les attaques, ni contre les individus ayant lancé des appels et mené des actions confessionnelles. Les autorités au pouvoir ont continuellement qualifié ces actes d'isolés, sans prendre de mesures sérieuses contre leurs auteurs.

De plus, HTC et les responsables syriens ont à plusieurs reprises présenté à tort la population alaouite comme un instrument de l'ancien régime contre le peuple syrien. Par exemple, lors de son discours à la 9e édition de la conférence des donateurs pour la Syrie à Bruxelles, en Belgique, le ministre syrien des Affaires étrangères, Asaad al-Chibani, a déclaré : *« 54 ans de règne minoritaire ont conduit au déplacement de 15 millions de Syriens... »*, suggérant implicitement que la communauté alaouite dans son ensemble avait dirigé le pays pendant des décennies, plutôt qu'une dictature contrôlée par la famille Assad. S'il est incontestable que des personnalités alaouites occupaient des postes clés dans l'ancien régime, en particulier au sein de l'appareil militaire et sécuritaire, réduire la nature de l'État et de ses institutions dominantes à une « identité alaouite », comme présenter le régime comme favorisant les minorités religieuses et discriminant systématiquement la majorité arabe sunnite, est à la fois trompeur et loin de la réalité.

Les autorités n'ont pas non plus mis en place de mécanisme favorisant un processus complet de justice transitionnelle visant à punir toutes les personnes et tous les groupes impliqués dans des crimes de guerre pendant le conflit syrien. Cela aurait pu jouer un rôle crucial dans la prévention des actes de vengeance et dans l'apaisement des tensions confessionnelles croissantes.

De manière plus générale, ces tensions et attaques confessionnelles poursuivent trois objectifs principaux. Premièrement,

1) « Syrie : une enquête de Reuters sur le massacre d'Alaouites en mars retrace une chaîne de commandement jusqu'à Damas », Hala Kodmani, *Libération*, le 2 juillet 2024. « Syrie : Les commandants impliqués dans les atrocités en mars devraient rendre des comptes », Human Rights Watch, 23 septembre 2025.

instrumentaliser les tensions confessionnelles et le discours de la « Mazlumiya Sunniya » (victimisation des sunnites) afin de tenter de rallier l'opinion publique et d'unir autour d'eux une grande partie de la communauté arabe sunnite, malgré les nombreuses divergences politiques et sociales qui existent au sein de cette communauté.

Le confessionnalisme est fondamentalement un outil permettant de consolider le pouvoir et de diviser la société. Il sert à détourner l'attention des classes populaires des questions socio-économiques et politiques en désignant un groupe particulier – défini par sa confession ou son appartenance ethnique – comme étant à l'origine des problèmes du pays et comme une menace pour la sécurité, justifiant ainsi les politiques répressives et discriminatoires à son égard. De plus, le confessionnalisme agit comme un puissant mécanisme de contrôle social, façonnant le cours de la lutte des classes en favorisant la dépendance des classes populaires vis-à-vis de leurs dirigeants élitistes. En conséquence, les classes populaires sont privées de leur capacité d'action politique indépendante et en viennent à être définies – et à s'engager politiquement – à travers leur identité confessionnelle. À cet égard également, la nouvelle autorité au pouvoir suit les traces de l'ancien régime d'Assad, continuant à utiliser des politiques et des pratiques confessionnelles comme moyen de gouvernance, de contrôle et de division sociale.

Deuxièmement, ces attaques confessionnelles et ces tensions visent à briser l'espace démocratique ou la dynamique venue d'en bas. À la suite des massacres de la marche, les gens ont plus peur de s'organiser. Par exemple, des manifestations ont été organisées en janvier et février 2025 dans différents gouvernorats par des fonctionnaires licenciés. On peut aussi relever des tentatives d'organisation de syndicats alternatifs, ou du moins de structures de coordination. Cependant, les massacres confessionnels dans les zones côtières ont considérablement réduit la puissance du mouvement de protestation, en raison de la crainte que des groupes armés proches ou issus des nouvelles autorités au pouvoir ne réagissent par la violence. Les massacres de Soueïda n'ont fait que renforcer cette dynamique.

> *« Le confessionnalisme est fondamentalement un outil permettant de consolider le pouvoir et de diviser la société. »*

Troisièmement, ces attaques confessionnelles ont permis aux nouvelles autorités au pouvoir à Damas de réévaluer leur domination dans certaines régions (zones côtières) et de tenter de faire de même dans les zones à forte population druze, bien que cela n'ait pas abouti, en particulier dans la province de Soueïda, ce qui a frustré les autorités centrales. Les objectifs des autorités au pouvoir dans ces événements s'inscrivaient donc dans une stratégie plus large visant à centraliser le pouvoir et à consolider leur domination dans des zones qui n'étaient pas sous leur contrôle total.

Conclusion

Si tout gouvernement post-Assad aurait hérité d'un ensemble de problèmes politiques et économiques redoutables, les autorités au pouvoir actuelles, dirigées par HTC, posent leurs propres défis. Leur orientation politique et économique rend encore plus difficile l'établissement des bases d'un processus démocratique et de reconstruction viable et inclusif. De plus, leurs politiques entraînent une perte croissante de la souveraineté du pays au profit d'acteurs étrangers. Au contraire, HTC a cherché à consolider son propre pouvoir dans les institutions de l'État, l'armée et la société.

C'est pourquoi les politiques de HTC dans les domaines diplomatiques, économiques, intérieurs, etc. doivent être analysées dans leur cohérence. La volonté d'ancrer la nouvelle Syrie dans une alliance totale avec l'axe occidental, avec ses alliés régionaux, et rechercher des formes de normalisation avec Israël, contribue à consolider la légitimité externe de la nouvelle élite dirigeante et à attirer les investissements étrangers, notamment par la privatisation des actifs de l'État et la libéralisation de l'économie. La mise en œuvre de telles politiques, la normalisation avec Israël et la dynamique néolibérale qui appauvrit davantage la société et aggrave les inégalités socio-économiques, pourraient créer une instabilité dans le pays, qui pourraient se traduire notamment par des mouvements de protestation et de critiques croissantes.

Dans ce contexte, le confessionnalisme est un outil pour tenter de construire un bloc sunnite dit homogène, en essayant d'ignorer et de masquer les différences socio-économiques et régionales, afin de neutraliser la dissidence dans le pays ou de mobiliser certaines parties de la population contre des groupes particuliers afin de les détourner de la dynamique de classe, et afin de diviser la population.

Soyons clairs : les autorités au pouvoir ne changeront pas leurs politiques et pratiques, ni ne feront de réelles concessions en faveur des intérêts politiques et socio-économiques des classes populaires syriennes, sans un changement dans le rapport des forces et, surtout, sans la construction et le développement d'un contre-pouvoir au sein de la société, qui rassemble des réseaux et des acteurs démocratiques et progressistes.

Le 10 octobre 2025

Le ministère de l'Intérieur. DR

Instabilité politique : agir pour qu'il ne soit pas trop tard

La crise mondiale du capitalisme et sa dimension écologique provoquent une crise politique forte. Dans les pays du Nord global et en France en particulier, la bourgeoisie cherche à finir de solder violemment et à grande vitesse les comptes du compromis social de l'après Seconde Guerre mondiale.

Par
Elsa Collonges

La lutte des classes ressemble aujourd'hui davantage à un mélange de la fin du 19e siècle et des années trente qu'à ce que nous avons connu dans les cinq dernières décennies. Il nous faut construire le front unique à la fois pour reconstituer la classe pour soi et pour lutter contre la montée de l'extrême droite, c'est-à-dire combiner des éléments de clarification avec une politique unitaire. Les acquis historiques et théoriques de notre courant politique constituent des outils qu'il s'agit aujourd'hui de s'approprier collectivement, d'actualiser et de mettre en œuvre.

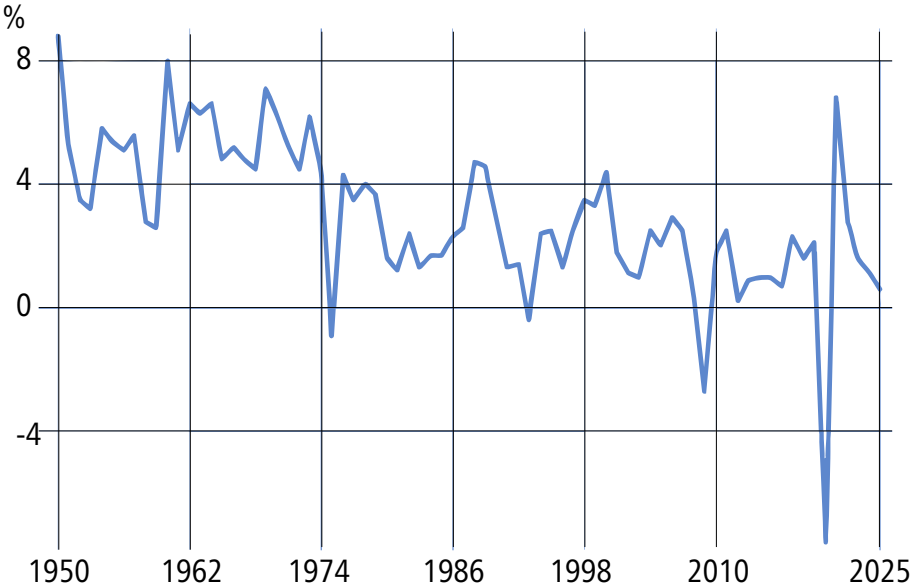
Si la croissance économique mondiale est divisée par deux par rapport aux années 60, elle est divisée par six en Europe et la France devrait péniblement atteindre 0,8 % cette année, selon la dernière prévision de l'INSEE (1).

Crise économique, dette et transfert massif d'argent public vers le privé

Les ressorts utilisés précédemment par le capitalisme européen pour maintenir son taux de profit sont inopérants aujourd'hui, que l'on pense à l'augmentation de la productivité du travail ou à l'extension de sa sphère impérialiste. D'autres mécanismes sont donc mis en œuvre avec une efficacité moindre et un coût social élevé pour les classes populaires.

Comptes trimestriels (base 2020) – Acquis de croissance du PIB

2025 : 0,6 %



Source : INSSE

Elsa Collonges

Elsa Collonges est membre de la direction du NPA-L'Anticapitaliste, organisation membre de la IVe Internationale en France. Elle est militante féministe et syndicaliste dans la métallurgie.

Pour maintenir la rentabilité du capital, l'État français a opéré ces dernières années un transfert massif d'argent public. D'après une note d'ATTAC France (2) sur la période 2018-2023, les baisses des prélèvements (cotisations sociales, impôts, etc.) représentent plus de 300 milliards d'euros cumulés, qui contribuent pour près de 35 % à la hausse de la dette de la France.

Du côté des aides publiques versées aux entreprises, une commission d'enquête du Sénat les estime à plus de 211 milliards d'euros pour la seule année 2023 (3). Le syndicat Solidaires Finances publiques évalue à plus de 80 milliards d'euros l'évitement illégal de l'impôt (4).

1) «Comptes trimestriels (base 2020) - Acquis de croissance du Produit intérieur brut», INSEE, 16 octobre 2025.
2) «[Rapport] La dette de l'injustice fiscale – Comment la diminution des recettes publiques et les cadeaux fiscaux ont creusé la dette publique», 26 mars 2025, Attac France.
3) «Un coût annuel de 211 milliards d'euros : la commission d'enquête du Sénat sur les aides publiques aux entreprises réclame un "choc de transparence"», Guillaume Jacquot, 8 juillet 2025, *Public Sénat*.
4) « Lutte contre la fraude fiscale : "il y a peu de grain à moudre" selon la Cour des comptes ! »,18 avril 2025, Solidaires Finances publiques.

Ces estimations vont complètement à contresens des discours gouvernementaux qui attribuent systématiquement cette dette à l'envolée des dépenses, au « modèle social français » prétendument trop généreux. Ce « désaccord » d'interprétation recouvre un enjeu idéologique majeur et est au cœur des affrontements sociaux des dernières années autour de la Sécurité sociale.

En attendant, cette hausse de la dette et les difficultés du pouvoir à boucler un budget ont conduit à la dégradation de la note de la France par diverses agences de notation, dégradation qui elle-même alimente l'instabilité économique et l'augmentation du coût de la dette.

Le Premier ministre Sébastien Lecornu avec d'autres membres du gouvernement à l'Assemblée nationale, le 16 octobre 2025.© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

> *« Ce sont probablement plus d'un demi-million d'emplois qui sont en cours de disparition. »*

Crise de l'impérialisme français, crise industrielle et course à la guerre

Dans le contexte de crise globale, l'accès à l'énergie et aux ressources minières est un enjeu majeur. Que ce soit au Moyen-Orient, en Asie, en Afrique, les volontés de contrôle et la réorganisation des impérialismes exacerbent les tensions, avec des conséquences terribles pour les peuples, que ce soit à Gaza, en Ukraine, au Soudan ou en RDC pour ne citer que ceux-là. La place que cherche à prendre la Chine sur le plan industriel et technologique pousse dans leurs retranchements tant la puissance étasunienne que les pays de la vieille Europe.

En France, malgré la perfusion sous laquelle sont placées les entreprises, celles-ci peinent à tirer leur épingle du jeu. Ce sont aujourd'hui probablement plus d'un demi-million d'emplois qui sont en cours de disparition alors que le pays compte déjà plus de cinq millions de chômeur·ses. Les quelques « sauvetages » d'emplois réalisés par une réorientation dans le militaire comme aux Fonderies de Bretagne ou à Renault ne pourront endiguer la vague, à moins d'une réorientation bien plus nette vers une réelle économie de guerre.

Face à la crise de la production industrielle de masse et à la concurrence internationale acharnée, l'industrie militaire et de défense est une des solutions envisagées aujourd'hui par les puissances impérialistes (5). La tendance au réarmement était déjà engagée en France puisque le budget de la défense était passé de 32 milliards à 50 milliards (hors pensions) entre 2017 et 2025. L'objectif de 3,5 % du PIB consacré aux dépenses militaires fixé par Macron représenterait une augmentation très importante de l'ordre de 40 milliards (6).

Transfert de la crise globale dans le champ politique

Contrairement à ce qu'on essaye de nous faire croire, ce n'est pas la crise politique qui déstabilise l'économie française. Bien au contraire, cette crise politique est la conséquence directe de la crise du capitalisme, de la volonté féroce des possédants d'accaparer toujours davantage les richesses produites et des contradictions à l'œuvre dans la bourgeoisie sur les moyens d'y parvenir (7).

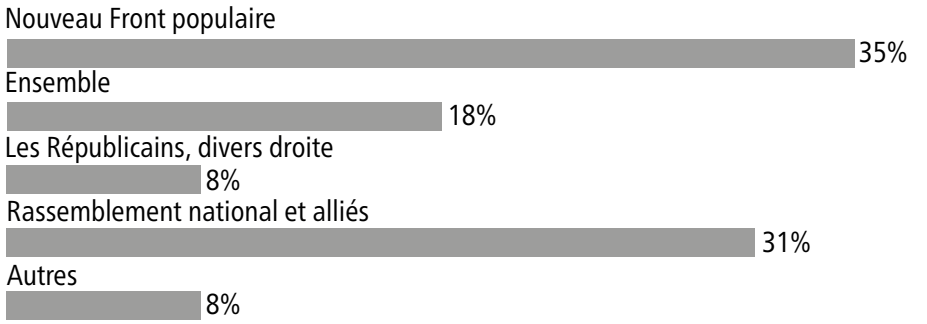
La France est un des pays européens où les classes populaires restent encore structurées de manière significative. Les défaites accumulées au cours des trois dernières décennies pèsent lourdement, mais le fait qu'elles n'aient été concédées qu'après de dures batailles a permis de maintenir un niveau de conscience et de combativité qui a considérablement affaibli le pouvoir politique.

Alors que Macron est sur la fin de son deuxième mandat, il a usé jusqu'à la corde le filon du gestionnaire se plaçant au centre. Tout d'abord parce que les politiques menées depuis près de dix ans ont clairement montré le camp qui est le sien et ensuite parce que chacune des formations politiques espère tirer son épingle du jeu en se désolidarisant de son bilan.

Un réel risque d'accession au pouvoir de l'extrême droite

Le développement des discours racistes et notamment islamophobes mais aussi

Le vote des « professions intermédiaires »



Source : Ipsos-Talan pour Radio France, France Télévisions, Public Sénat, 30 juin 2024

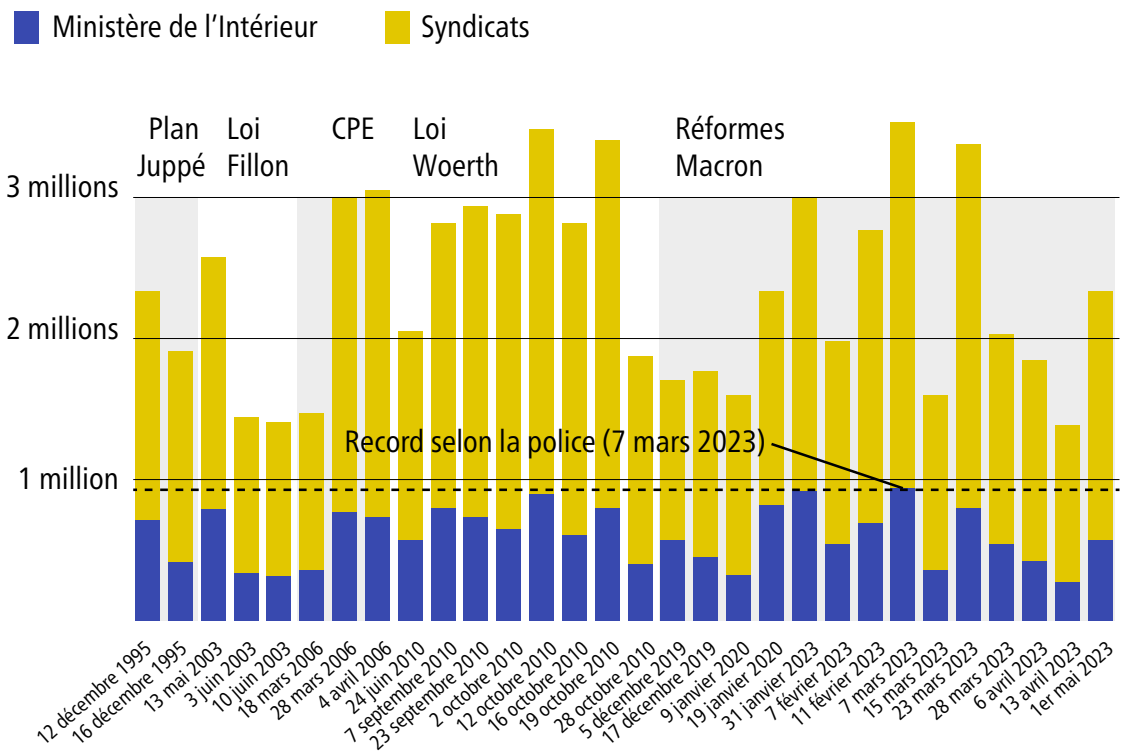
5) « Les systèmes militaro-industriels pourraient représenter des noyaux totalitaires de notre société », entretien avec Claude Serfati, 11 juillet 2025, *Inprecor* n° 733.
6) « Défense : une avalanche d'argent public électrise l'industrie européenne », Cécile Boutelet et Olivier Pinaud, 22 octobre 2025, *Le Monde*.
7) « À la source de l'impasse politique, la crise économique », Romaric Godin, 5 septembre 2025, *Mediapart*.

sécuritaires depuis les attentats de 2001 a pavé la voie au Front national devenu Rassemblement national. La droite est évidemment à l'offensive sur ces thèmes mais une partie de la gauche contribue aussi au développement des idées nauséabondes avec des discours sécuritaires et/ou protectionnistes/nationalistes. Le recul des combats antiracistes et internationalistes en lien avec les désillusions d'une part importante de la population racisée vis-à-vis de la gauche institutionnelle pèse gravement.

Les plus grosses mobilisations sociales en France

Source : *Huffington Post*

Seules les manifestations ayant rassemblé au moins 1,5 million de personnes selon les syndicats sont présentées (avant celles en cours actuellement)



S'appuyant sur le désespoir généré par la situation sociale, le Rassemblement national réalise des scores importants dans les classes populaires. Mais lors des dernières échéances électorales, c'est surtout un élargissement de sa base sociale que l'on a pu constater dans les couches intermédiaires (8). En parallèle, un certain nombre de grands patrons ne cachent plus leur sympathie pour les idées d'extrême droite, patrons qui progressivement étendent leur influence dans les médias par des rachats divers.

Du point de vue de l'influence croissante de l'extrême droite, on est dans un contexte qui ne va pas sans rappeler les années 30.

> *« La gauche institutionnelle se retrouve à nouveau éclatée entre un pôle social libéral affaibli, incarné essentiellement par le PS, et La France insoumise qui apparaît comme une force très radicale dans un contexte de recul de la conscience. »*

Une gauche éclatée

De l'autre côté de l'échiquier politique, l'extrême gauche révolutionnaire est extrêmement morcelée et pour une part repliée sur elle-même. Être partie prenante du Nouveau Front populaire (NFP) lors des élections législatives de juin 2024 a permis au NPA-L'Anticapitaliste de porter un discours radical à une échelle large, les autres organisations d'extrême gauche étant complètement invisibilisées du fait de leur orientation incompréhensible face au danger de l'accession au pouvoir de l'extrême droite.

Pour ce qui est des forces plus importantes, l'unité du NFP n'a pas perduré et la gauche institutionnelle se retrouve à nouveau éclatée entre un pôle social libéral affaibli – incarné essentiellement par le PS et prêt à des compromis importants pour maintenir ses positions institutionnelles – et La France insoumise (LFI), qui apparaît comme une force très radicale dans un contexte de recul de la conscience. C'est elle qui canalise aujourd'hui très majoritairement les aspirations des catégories les plus conscientes des classes populaires. Mais son ancrage militant réel reste faible proportionnellement à ses scores électoraux et les illusions institutionnelles sont très fortes parmi ses militant·es et ses sympathisant·es. De plus, l'absence de structuration démocratique est un obstacle important à l'élargissement de cette force. LFI est aujourd'hui la seule force politique qui a la possibilité d'impulser des mobilisations de masse mais la façon dont elle l'envisage, en maintenant son hégémonie sans partage, empêche leur développement et freine la construction unitaire à la base et les possibilités d'auto-organisation.

Des affrontements sociaux massifs et réguliers mais défaits

Après le compromis des dites Trente glorieuses – période finalement bien courte dans l'Histoire – le choc pétrolier et la crise structurelle ont conduit rapidement la bourgeoisie à élaborer une stratégie pour reprendre l'offensive. Les années 80 et 90 ont vu le démantèlement des grandes concentrations de travailleur·ses et l'élaboration de nouvelles modalités de management individualisant les salarié·es. Les attaques se sont multipliées pour diminuer le « coût du travail » : baisses de salaires, attaques contre le salaire socialisé, licenciements, augmentation des cadences, etc.

De 1995 à 2023, les différents gouvernements n'ont cessé de vouloir détruire notre système de protection sociale pour reprendre la main sur des masses

8) «Sociologie des électorats - Législatives 2024», 30 juin 2024, IPSOS.

d'argent socialisé qui leur échappent, mais aussi pour jeter dans l'arène du monde du travail des millions de personnes qui auraient dû bénéficier de l'assurance chômage, maladie ou être à la retraite.

Les travailleur·ses ont été des millions dans la rue pour défendre notre système de retraites mais, à part la victoire partielle de 1995, toutes les autres batailles se sont soldées par des défaites. La faiblesse de la grève, en particulier dans le secteur privé, la difficulté à enclencher la grève reconductible dans des secteurs significatifs, ont pesé lourdement. Les stratégies des organisations syndicales n'ont pas aidé mais elles sont aussi le reflet du recul de la conscience et de l'organisation de notre classe, de l'absence de confiance dans ses propres forces faute d'expériences de victoires.

La combativité et la radicalité existent, comme on l'a vu avec le mouvement des Gilets jaune (GJ) en 2019 et aussi dans de nombreux secteurs syndicaux comme dans les mobilisations de la jeunesse, des quartiers populaires, féministes ou écologistes qui tissent de plus en plus de liens avec le mouvement ouvrier traditionnel. Mais dans tous les cas, l'auto-organisation des mobilisations n'a pas été suffisante pour rattraper des décennies de reculs. Notons positivement que la défiance vis-à-vis des organisations syndicales est plutôt en recul à la fois grâce aux expériences de mobilisations mais aussi à l'unité qu'elles ont réalisée dans la dernière période.

Cette aspiration à l'unité reste extrêmement forte tant sur le plan syndical que politique. Elle repose sur la compréhension de la nécessité de l'unité de notre camp social pour gagner et est d'autant plus forte que le niveau de conscience et de combativité ne pousse pas au dépassement des stratégies de compromis des organisations les moins combatives.

« L'aspiration à l'unité repose sur la compréhension de sa nécessité pour gagner et est d'autant plus forte que le niveau de conscience ne pousse pas au dépassement des stratégies de compromis des organisations les moins combatives. »

Une stratégie pour reconstruire la conscience de classe

Face à l'attentisme des travailleur·ses et aux stratégies timides des intersyndicales, la tentation est grande de s'appuyer sur les secteurs les plus radicalisés pour faire des démonstrations. Pourtant, l'histoire a montré à de nombreuses reprises au cours du 19e siècle que les raccourcis n'existent pas et que seule la construction de luttes de masse en capacité de bloquer l'économie permet d'obtenir des avancées significatives. Tant en 1995 (mobilisation pour la Sécurité sociale et les retraites) qu'en 2003 (alignement des retraites du public sur le privé) ou en 2010 (défense des retraites à nouveau) ou encore durant la mobilisation de la jeunesse contre le CPE en 2006, de réels cadres d'auto-organisation ont existé à différentes échelles, des cadres qui ont été malheureusement beaucoup plus faibles dans les mobilisations qui ont suivi. L'apparition des réseaux sociaux et des modes de communication dématérialisés sont des éléments qui participent de cette désaffection des cadres de discussion et de prise de décision sur les lieux de travail. S'ils permettent une circulation beaucoup plus rapide et plus large des informations, ils renvoient à un rapport individualisé, sans débat, à ces informations et rendent la présence en réunion facultative pour y accéder.

Le recul des cadres d'auto-organisation rend difficile le partage d'expérience et donc l'émergence de préoccupations et de revendications qui solidifient les mobilisations et homogénéisent les secteurs. La solidarité, la détermination et la colère collective se renforcent dans l'enthousiasme des moments partagés en assemblée générale, autour de piquets de grève encore plus que dans les défilés. Reconduire la grève se fait avant tout dans la chaleur d'une assemblée générale et, sans elle, il est très difficile de prolonger une grève de 24 heures.

Les cadres d'auto-organisation permettent également de faire progresser, d'homogénéiser et d'être au plus près du niveau de conscience, y compris dans les phases d'accélération. Celles-ci se cristallisent ces dernières années sur des éléments politiques ou démocratiques comme la question des retraites des femmes en 2019, l'usage du 49.3 pour faire passer la réforme des retraites par décret en 2023, ou encore la répression violente de l'État lors du mouvement des Gilets jaunes. Les cadres d'auto-organisation permettent de

Le 10 septembre, tentatives de blocage du périphérique aux Portes de Montreuil et de Vincennes dans le cadre du mouvement Bloquons tout.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

partager une compréhension de l'affrontement capital/travail à une échelle large, de le retranscrire dans des revendications concrètes et également d'expliciter l'affrontement avec l'appareil d'État défendant les classes dominantes.

Faire émerger des revendications sectorielles et construire l'auto-organisation sont donc des taches essentielles des militant·es révolutionnaires.

Pour que notre classe prenne confiance en sa force, il est essentiel qu'elle fasse à nouveau des expériences de luttes victorieuses, même partielles ou locales, mais significatives à une échelle de masse. De ce point de vue, le recul du gouvernement Lecornu, obligé de décaler la mise en application de la réforme des retraites, doit être un encouragement à pousser notre avantage face à un pouvoir illégitime et très affaibli.

Construire le front social et politique

La mobilisation de cette rentrée est partie immédiatement sur des mots d'ordre très globaux et politiques : refus du budget présenté par le Premier ministre François Bayrou et omniprésence du mot d'ordre « Macron dégage ! ». La démission du gouvernement et la crise institutionnelle durant plusieurs semaines ont partiellement désarmé le mouvement, faute de revendications concrètes en l'absence de budget concret et d'ennemi auquel s'opposer. Il s'agit aujourd'hui de prendre le mouvement là où il en est, c'est-à-dire pas seulement focalisé sur une revendication précise du type « retrait de la réforme » mais sur une compréhension plus globale des enjeux et sur un affrontement direct avec le pouvoir en place. En effet, derrière la revendication de retrait du budget de Bayrou, il y avait non seulement le refus de travailler deux jours supplémentaires, mais aussi la défense des services publics et de la Sécurité sociale, et également l'opposition à l'augmentation du budget de la défense.

> *« Il est capital de lier le mot d'ordre de gouvernement de rupture avec des revendications radicales, voire anticapitalistes. »*

Cette maturité du mouvement ne doit cependant pas nous faire oublier les difficultés, dans un contexte de rapport de force très dégradé. En premier lieu, nous ne devons absolument pas sous-estimer la menace de l'accession au pouvoir de l'extrême droite. Il faut comprendre comment cela pèse dans les dynamiques des différentes organisations : les recompositions en cours à droite, la peur d'une partie de la gauche d'un basculement vers l'extrême droite en cas de dissolution de l'Assemblée nationale, les réticences de l'intersyndicale à pousser la crise…

Paris, manifestation intersyndicale, 18 septembre 2025.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Cela nous impose d'être extrêmement clairs sur notre positionnement politique. L'unité de notre camp social face à l'extrême droite est un enjeu crucial pour la grande majorité de la population et en particulier pour les personnes racisées, les femmes, les LGBTI, les militant·es… Nous devons mener la bataille pour cette unité en tant qu'aile la plus radicale, ce que nous avons fait en nous inscrivant dans la campagne des législatives de juin 2024. Les divisions actuelles au sein de la gauche et les calculs électoralistes des un·es et des autres font craindre qu'en cas de dissolution de l'Assemblée, l'extrême droite ne trouve cette fois-ci pas d'obstacle à son accession au pouvoir. Le rejet de la motion de censure du gouvernement a reporté cette échéance mais il est urgent de mettre nos forces dans cette bataille.

Garder une perspective révolutionnaire dans un contexte difficile

Au-delà de ces enjeux immédiats, en tant qu'organisation révolutionnaire, nous réfléchissons aux formes que pourrait prendre la contestation du pouvoir en place par les travailleurs·ses, quelles cristallisations politiques et organisationnelles pourraient permettre à notre classe de franchir des étapes significatives. En effet, celles-ci sont ballottées, très rapidement, entre d'un côté un rejet de toutes les organisations, une contestation du pouvoir dans la cadre du système, et de l'autre un fort suivisme vis-à-vis des directions syndicales ou des appareils politiques réformistes. C'est pour cela que nous portons la perspective d'un gouvernement des travailleur·ses, un gouvernement de rupture qui mette en œuvre les revendications du mouvement social, en formulant les bases de son programme à partir de la réalité du mouvement actuel. L'objectif est de faire le pont entre les mobilisations et la colère contre le système et la nécessité de formuler une perspective politique, que les masses concrétisent essentiellement d'un point de vue institutionnel. C'est d'ailleurs pour cela qu'il est capital de lier le mot d'ordre de gouvernement de rupture avec des revendications radicales, voire anticapitalistes, sur les salaires, la réquisition des banques, l'échelle mobile des heures de travail, l'ouverture des frontières, etc.

Dans le cadre d'une mobilisation de masse qui viendrait à contester réellement le pouvoir, le présidentialisme et le fonctionnement des assemblées parlementaires, il nous faut en même temps populariser le mot d'ordre d'assemblée constituante, rejetant la 5e République et remettant en question tous les fondements de la société, en ayant la préoccupation que ce mot d'ordre ne serve pas à faire rentrer dans le champ institutionnel le débordement des masses et qu'il trouve écho dans les milieux mobilisés, qu'il renforce la dimension politique de l'auto-organisation.

Dans tous les cas, la reconstruction d'un projet politique global, écosocialiste, est à l'ordre du jour, quelque chose qui vaille le coup de se battre, qui rompe avec le défaitisme et permette à notre classe de rêver à nouveau à des jours meilleurs pour y puiser la force de se battre !

Le 24 octobre 2025

Europe : Pour une autre politique économique face aux réponses d'extrême droite et à l'offensive de Trump

La situation économique européenne, conjuguée à des rapports de forces très défavorables vis-à-vis des États-Unis et de la Chine, est un des ciments de la montée de l'extrême droite et des politiques austéritaires.

Entretien avec
Éric Toussaint

Peux-tu nous faire un état des lieux de la situation économique de l'Union européenne au regard du marché mondial ?

Les pays de l'Union européenne, auxquels on peut ajouter la Grande-Bretagne, sont en grande difficulté. Premièrement, la croissance est proche de zéro. Nous ne sommes pas du tout des adeptes de la croissance, mais du point de vue du capitalisme, avoir une croissance proche de zéro, c'est un problème pour les capitalistes européens.

Deuxièmement, l'UE est en situation d'infériorité par rapport aux deux grands pôles économiques, la Chine et les États-Unis. La première a un avantage technologique, c'est-à-dire que dans ses échanges commerciaux avec l'Europe, elle est gagnante car elle peut placer ses produits à des prix inférieurs à ceux des produits équivalents réalisés dans l'Union européenne. C'est le cas dans des domaines comme les véhicules électriques, les panneaux solaires, le matériel informatique, etc. L'UE est également en infériorité technologique par rapport aux États-Unis dans le domaine de l'intelligence artificielle et d'autres services.

D'autre part, l'UE et la GB sont dans une position d'infériorité par rapport à la puissance économique des États-Unis, qui utilise différents moyens notamment les tarifs douaniers. L'Europe accepte le leadership des États-Unis sur le plan politique et militaire, et les défis ou les provocations de Trump sur le plan commercial et économique. Ainsi, la réunion d'Ursula von der Leyen avec Donald Trump, sur un terrain de golf écossais appartenant à ce dernier, en était déjà une démonstration. Et du point de vue du contenu, les concessions qu'elle a faites au nom de l'Union européenne – comme celles réalisées par le gouvernement britannique lors des réunions avec Trump – indiquent la même chose.

Par ailleurs, c'est important de souligner qu'il y a là un point commun entre la situation des États-Unis et de l'Europe par rapport à la Chine : les États-Unis et l'Europe – l'Union européenne, la Grande-Bretagne – qui étaient pour le libre-échange et pour l'OMC, sont devenus partisans du protectionnisme face à la concurrence représentée par la Chine. Cependant l'Europe négocie des accords de libre-échange avec les pays du Sud, par exemple d'Afrique, ou du Mercosur, en utilisant les avantages qu'elle parvient à conserver. L'UE combine donc protectionnisme face à la Chine et libre-échange avec les pays ayant un désavantage de compétitivité notamment technologique.

> *« L'Europe combine donc protectionnisme face à la Chine et libre-échange avec les pays ayant un rapport de forces moindre. »*

Il y a un lien évident entre l'acceptation du leadership américain par l'Europe et l'engagement à augmenter jusqu'à 5 % du produit intérieur brut les dépenses d'armement. L'industrie d'armement est la plus « florissante » en Europe. Dans certaines régions industrielles, des entreprises d'armement procèdent à de nouveaux investissements, ce qui n'avait plus eu lieu depuis longtemps dans le secteur de la métallurgie. Par contre, dans des secteurs comme celui des véhicules électriques, elle est tout à fait en retrait et la Chine gagne des parts de marché.

Éric Toussaint

Éric Toussaint, économiste et historien belge, est porte-parole du réseau international du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM), membre du Comité international de la IVe Internationale et de sa section belge la Gauche anticapitaliste. Il est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages dont *Banque mondiale - Une histoire critique* (Syllepse, Paris, 2022); *Capitulation entre adultes : Grèce 2015, une alternative était possible* (Syllepse, Paris,2020) ; *Le Système dette* (Les Liens qui Libèrent, Paris, 2017).

Propos recueillis par Antoine Larrache.

Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

L'Union européenne et les pays dominants de l'Union européenne espèrent-ils jouer un rôle dans la concurrence internationale, essayer de se hisser au niveau des autres blocs, ou est-ce qu'ils ont plutôt renoncé ?

Je pense qu'ils sont conscients de leur infériorité et essaient seulement de limiter les dégâts. De plus, cela augmente leur volonté de profiter de ce qui leur reste comme avantages par rapport à des pays du sud en retard sur le plan technologique et riches en matières premières. Mais là aussi, par exemple sur le continent africain, les pays européens sont en recul très clair par rapport à la Chine. Et il y a également une nouvelle offensive des États-Unis, qui là aussi prennent un avantage sur les capitalistes européens en ce qui concerne les ressources naturelles. On le voit avec l'accord passé entre le Rwanda et la RDC sous l'égide de Trump au mois d'août 2025 qui assure aux États-Unis l'accès aux ressources naturelles de l'est du Congo, ou encore avec l'accord passé entre Zelensky et Trump sur les ressources naturelles en avril 2025 (1). Les Européens « aident » le gouvernement Zelensky à coups de dettes en espérant monnayer ensuite certains allégements de la dette de l'Ukraine en échange d'un plus grand accès aux terres arables et aux ressources naturelles de l'Ukraine, mais Trump leur a damé le pion.

Est-ce que tu penses que cette forte infériorité est un des ciments de la montée de l'extrême droite ? Est-ce qu'une partie des classes dominante renonce à l'Union européenne pour chercher davantage de protectionnisme ?

La montée de l'extrême droite est presque généralisée dans le monde, dans d'autres conditions que l'Europe, donc l'explication fondamentale de la montée de l'extrême droite ne vient pas d'une spécificité de la situation de l'Union européenne. Mais c'est clair que c'est dans le contexte du recul des États-Unis qu'on a eu une montée des propositions de repli national et d'extrême droite de la part de Trump et du Make America Great Again. Et en Europe, la progression de l'extrême droite repose sur la précarisation des conditions de travail, sur la dégradation des conditions de vie qui est attribuée à tort aux migrant·es. La déception et la désorientation dues à la politique de la gauche traditionnelle constituent également un ressort de l'extrême droite qui se présente comme une rupture radicale.

> *« La plupart des partis de l'extrême droite européenne ont abandonné leur opposition à l'Union européenne. »*

L'extrême droite en Europe était traditionnellement anti-Union européenne. Est-ce que tu penses que c'est en train de changer ?

Ça a déjà changé. C'est très clair du côté de Marine Le Pen qui était contre l'euro et qui est devenue pro monnaie unique, notamment pour avoir le soutien du grand capital français. Le secteur du grand capital français qui apporte un appui direct au Rassemblement national ne l'aurait pas fait si Marine Le Pen avait maintenu sa position anti-euro. Et Meloni a fait exactement le même choix.

La plupart des partis de l'extrême droite européenne ont abandonné leur opposition à l'Union européenne. Ils maintiennent des critiques en exigeant une accentuation des politiques inhumaines en matière migratoire, mais fondamentalement, ils s'orientent pour l'appui à l'Union européenne. C'est dans ce cadre que le groupe de Meloni a pactisé avec Ursula von der Leyen, en échange d'une place de commissaire européen et de trois présidences de commissions. C'est extrêmement important parce que les trois commissions que le groupe parlementaire européen de Meloni a obtenues, ce sont l'agriculture, le budget et les pétitions. Par conséquent les pétitions qui surgissent des populations européennes, les tentatives d'obtenir un référendum par exemple, vont être gérées par une commission qui est présidée par l'extrême droite.

Dans l'Union européenne, depuis la Seconde Guerre mondiale, c'est du jamais vu. La nouvelle législature commencée en juin 2024 représente un virage accentuant fortement le tournant droitier de la Commission européenne (2).

Donc pour toi, il y a une tentative de fusion des intérêts d'une partie importante des bourgeoisies de l'Union européenne avec le programme de l'extrême droite ?

Oui, ça dépend des pays, mais globalement, c'est la tendance, absolument.

Ça éclaire sur les grandes difficultés du courant Renew de Macron, plus positionné sur du libéralisme classique.

J'abonde dans ton sens et d'ailleurs, si on regarde les résultats électoraux, le groupe Renew de Macron, au niveau européen, a connu un échec très important en juin 2024 en perdant 21 europarlementaires, passant de 98 sièges à 77. Or Macron et d'autres partis membres de son groupe au PE s'orientaient déjà très clairement vers des concessions à l'extrême droite.

Ursula von der Leyen et Emmanuel Macron à la Sorbonne, 5 mai 2025. © European Union, CC BY 4.0

1) « L'accaparement des ressources naturelles de l'Ukraine et de l'est de la République démocratique du Congo. Les impérialismes à l'offensive. », Éric Toussaint, CADTM, 15 mai 2025.
2) « Version 2.0 : Une Europe qui vire à droite et à l'extrême droite », Éric Toussaint, CADTM, 27 juillet 2024.

Les groupes parlementaires qui ont le plus progressé sont ceux de l'extrême droite. C'est ainsi que le groupe autour de Marine Le Pen a gagné 35 europarlementaires notamment grâce à l'apport du parti de Viktor Orban. Le groupe autour de Meloni en a gagné 9.

Le premier groupe parlementaire européen reste le Parti populaire européen (le PP espagnol, la CDU-CSU en Allemagne, d'Ursula von der Leyen…) avec 188 parlementaires, puis vient le groupe socialiste avec 136 membres. Mais si on additionne les trois groupes d'extrême droite dans le parlement européen (ECR, le groupe autour de Meloni qui compte 78 députés, le groupe des Patriotes pour l'Europe de Marine Le Pen et Victor Orban qui en a 84 et le groupe de l'Europe des Nations souveraines formé autour de l'AFD d'Allemagne qui en a 25), l'extrême droite vient en deuxième position dans le Parlement européen avec 187 parlementaires, avec seulement un membre de moins que le groupe du Parti Populaire. Et loin derrière, il y a le groupe Renew de Macron avec 77 sièges et le groupe des Verts qui a perdu 17 parlementaires en passant de 70 à 53 sièges dans le PE. Rappelons que les Verts soutiennent Von der Leyen.

La Commission européenne, qui vire de plus en plus à droite, est soutenue par le groupe socialiste, Renew et les Verts qui s'affaiblissent tous les deux. Comme je viens de le dire, les Verts ont perdu 17 élu·es aux dernières élections européennes. Le mouvement italien Cinq étoiles, après les élections de juin 2024, a demandé à rejoindre leur groupe, mais ils lui ont refusé l'entrée car Cinq étoiles a refusé leur exigence de se prononcer en faveur de l'OTAN. Le mouvement Cinq étoiles a donc rejoint et renforcé le groupe de la gauche dite radicale (The Left) qui compte 46 parlementaires, avec LFI en France, Podemos, EHBildu, Sumar dans l'État espagnol, le Bloc de gauche et le PC au Portugal, le PTB en Belgique, le Sinn Fein d'Irlande, Syriza en Grèce, etc.

En Belgique, le grand capital a trouvé un allié en la personne du Premier ministre Bart de Wever qui dirige un parti, la Nieuw-Vlaamse Alliantie (Nouvelle alliance flamande, N-VA), qui est membre du groupe de Meloni, donc de l'extrême droite, et qui va pousser plus loin les attaques du capital contre le travail. Ajoutons que dans cette partie de la Belgique, les Flandres, lors des élections européennes, c'est le Vlaams-Belang qui est venu en tête avant la N-VA… Le Vlaams-Belang (VB) est néofasciste et est dans le groupe de Marine Le Pen et Victor Orban. Donc deux partis d'extrême droite dominent le côté flamand et un des deux dirigele gouvernement fédéral. On voit donc bien dans quel sens penche l'orientation du grand capital. Du côté francophone belge, le parti principal de la droite traditionnelle, le mouvement réformateur (MR) qui est membre de Renew au niveau européen, a adopté une orientation très proche de l'extrême droite, ce qui lui permet d'occuper le terrain de cette dernière.

> *« L'orientation du grand capital est très clairement à réduire l'espace pour les secteurs qui représentent une option de droite traditionnelle au profit de la droitisation extrême de ces formations politiques. »*

Donc effectivement, si on prend différents pays, on voit que l'orientation du grand capital consiste très clairement à réduire l'espace pour les secteurs qui représentent une option de droite traditionnelle au profit de la droitisation extrême de ces formations politiques, ou au renforcement des formations indépendantes comme le RN, Vox, Chega ou le VB qui sont carrément encore plus à droite que ces formations traditionnelles.

Et si tu dois résumer en quelques points le programme de l'extrême droite à l'échelle européenne ?

Je crois qu'ils n'ont pas encore véritablement pu se mettre d'accord sur un programme commun, mais ça se situe largement dans le sillage de Trump. Par rapport à la Russie, par exemple, ils sont favorables à une négociation avec Poutine en lui faisant d'importantes concessions, et donc ils n'ont pas exactement la même logique que la position dominante de la Commission européenne dans le conflit Ukraine-Russie. Il y a aussi la volonté de mettre en œuvre des mesures protectionnistes plus importantes. Les partis d'extrême droite essaient de reproduire ce que Trump fait avec MAGA : exiger que des entreprises européennes rapatrient une partie de leur production sur le territoire européen. Là, certainement, il y aura des tensions entre les partis des différents pays, parce que les dynamiques nationales conduiront à vouloir rapatrier sur leur propre territoire, en privilégiant l'intérêt national, et pas dans une vision commune européenne.

Le programme économique et politique de l'extrême droite européenne est donc dans le sillage de celui appliqué par Trump aux États-Unis et sur le plan international. C'est aussi le cas sur la question de l'immigration, l'extrême droite se félicite de la brutalité de la politique appliquée par Trump et voudrait que la Commission et les gouvernements nationaux qui mènent déjà une politique inhumaine la durcissent. Un grand point d'accord entre les différents partis d'extrême droite, l'orientation de la commission et celle de la plupart des gouvernements européens, c'est la politique de cadeaux fiscaux aux plus riches et aux grandes entreprises ainsi que l'augmentation très forte des dépenses d'armement.

On assiste à une casse des services publics et de la protection sociale, et à une augmentation de la dette. Comment vois-tu l'évolution par rapport à ces questions ?

Il est clair qu'il y a une augmentation très forte des dettes à la fois publiques et des grandes entreprises privées. L'endettement des classes populaires a aussi augmenté, vu la pression à la baisse des revenus réels, que ce soit sur les salaires ou les indemnités ou allocations sociales. La perte de pouvoir d'achat est compensée par un recours plus important à l'endettement de la part des ménages des classes populaires.

Concernant la dette publique des États. Ces 40 dernières années, les pouvoirs publics ont répondu à différentes périodes de crise du capital en augmentant la dette publique. Dans les années 1980, la dette publique a augmenté fortement en réponse à la grande crise économique de la fin des années 1970. L'endettement a augmenté avec notamment une politique de taux d'intérêt élevés en faveur du grand capital financier, dans un contexte où les gouvernements vendaient leur dette publique sur les marchés financiers.

Ensuite pendant les années 2000, la réponse à la crise bancaire de 2008 a consisté à multiplier des sauvetages bancaires très importants qui ont fortement augmenté la dette publique.

Puis, à partir de 2012, il y a ce qui s'est appelé le *quantitative easing* (assouplissement quantitatif), démarré de l'autre côté de l'Atlantique par la Réserve Fédérale des États-Unis (déjà en 2010) et suivi par la Banque centrale européenne sous Mario Draghi, quand celui-ci est arrivé à la présidence de la Banque centrale européenne, succédant au Français Jean-Claude Trichet. Le *quantitative*

Banque centrale européenne. © Sandro Halank, Wikimedia Commons

easing a signifié l'injection massive, encore plus qu'avant, de liquidités dans le secteur financier, avec des taux d'intérêt très bas, et une augmentation de la dette publique. Les grandes banques privées en ont tiré profit car elles empruntaient à 0 % à la Banque centrale et prêtaient cet argent aux États, puisque les États n'ont pas le droit d'emprunter directement auprès de la Banque centrale. Les banques privées prêtaient à 2 ou 3 % aux économies dominantes et à 4, 5 ou 6 % aux pays périphériques, faisant donc des profits considérables.

Puis on a encore eu un choc avec la pandémie du coronavirus en 2020. Là, la dépense publique a augmenté, parce que les États n'ont pas voulu faire payer le grand secteur pharmaceutique et les GAFAM qui profitaient du confinement et de la pandémie. Au lieu de taxer les super profits, les gouvernements ont préféré recourir à la dette en suivant le mot d'ordre du « quoi qu'il en coûte ». La dette publique a donc continué sa progression.

Puis il y a eu le choc provoqué par l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, l'augmentation des prix de l'énergie, les effets des sanctions européennes contre la Russie, donc l'augmentation de la facture énergétique et, pour les ménages, les effets sur les prix de l'alimentation. On a donc encore eu une augmentation de la dette publique car une fois de plus les gouvernements ont refusé de prélever des impôts supplémentaires sur les entreprises privées qui faisaient des superprofits dans les secteurs de l'énergie, de la grande distribution, de l'armement… L'augmentation de la dépense publique favorable aux grandes entreprises et aux plus riches a été financée par le recours à la dette publique qui constitue une source permanente de revenu pour les mêmes grandes entreprises car elles achètent des titres de la dette.

Et enfin, les banques centrales, la Fed des États-Unis, la BCE, la Banque d'Angleterre, à partir de février-mars 2022, décident d'abandonner le *quantitative easing* et de passer au *quantitative tightening* (resserrement quantitatif), c'est-à-dire une augmentation des taux d'intérêt, une réduction de l'injection des moyens financiers sur les marchés financiers et un dégonflement du bilan de la BCE et de Fed. Il y a donc une augmentation des taux d'intérêt : on est passé en Europe de 0 % à 4,5 % en 2023, puis il y a eu une baisse à un peu moins de 3 % du taux directeur de la Banque centrale européenne. Aux États-Unis, la réserve fédérale a augmenté son taux, qui était encore à 0 % au début 2022, à 4,75% en 2024. Cela a un peu baissé récemment, on en est à environ 4 %. L'augmentation des taux d'intérêts à partir de 2022 a eu un effet très important sur le coût du refinancement de la dette publique. La charge des remboursements de la dette publique a fortement augmenté. Cela a creusé le déficit public vu que les gouvernements continuent les cadeaux aux capitalistes.

> *« La Banque centrale européenne détient encore près de 5 000 milliards de titres de la dette publique des pays de la zone euro, soit grosso modo 20 % de la dette publique de chaque pays. »*

Le discours selon lequel la dette publique a atteint des sommets et devient intenable pour le budget, est de nouveau systématiquement utilisé par des gouvernements qui sont en réalité les responsables de l'augmentation de la dette. Ils ont augmenté la dette publique parce qu'ils refusaient de faire payer les coûts des crises provoquées par le capitalisme par les grandes entreprises qui en profitaient et par les grands actionnaires qui ont continué à s'enrichir. J'ai parlé du Big Pharma, des GAFAM, il y a aussi les entreprises de production et distribution de l'énergie, les entreprises du secteur alimentaire et de la distribution, les banques, les entreprises de production d'armement qui ont fait des super profits.

Donc, en l'absence d'une augmentation des impôts sur les grandes entreprises et par le maintien des cadeaux aux plus riches, les pouvoirs publics ont augmenté la dette publique.

En 2025, la France a atteint une dette publique qui équivaut 114 % du produit intérieur brut, l'Italie est à 138 %, la Grèce à 152 %, la Belgique à 107 %, l'Espagne à 103 % et les autres pays sont en dessous généralement de 100 %. Une grande majorité des pays de l'Union européenne est nettement au-dessus des 60 % du PIB prévus par le traité de Maastricht. Nous mettons en cause la validité de la comparaison entre le stock de la dette et le PIB mais comme ce ratio est utilisé par les gouvernements et les traités qui régissent l'UE, cela constitue un moyen de mesure aussi défectueux qu'il soit.

Ce qui est certain c'est que contrairement à ce qu'affirme la droite, l'augmentation de la dette publique n'est pas provoquée par un excès de dépenses sociales ou de dépenses salariales dans la fonction publique ou d'investissements publics dans la lutte contre le changement climatique.

L'augmentation de la dette publique est le résultat de deux facteurs : 1. une politique d'augmentation de dépenses illégitimes, telles les aides publiques aux grandes entreprises et une augmentation des commandes publiques aux industries d'armement, au Big Pharma (pendant la pandémie), etc. 2. une politique de recettes publiques insuffisantes à cause du refus de taxer les riches et leurs (super) profits.

La droite, qui cherchait un argument pour franchir un nouveau cap dans les politiques d'austérité et les attaques contre les acquis qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, se saisit de cette situation pour dire qu'il faut augmenter les coupes dans les dépenses sociales et dans les investissements publics, notamment liés à la lutte contre le changement climatique et la crise écologique.

Ils en profitent aussi pour réduire les dépenses d'aide au développement. On ne se faisait aucune illusion sur comment l'aide au développement est menée, mais on se rend compte que si elle est réduite, ce n'est pas dans l'intérêt des peuples du

Sud : quand Trump ferme carrément US Aid, ça a des effets désastreux sur les conditions de santé de millions de personnes qui en Afrique recevaient par exemple des traitements pour combattre le sida.

Est-ce qu'il y a selon toi un danger de rupture sur le plan économique, c'est-à-dire d'un effondrement d'États, qui deviendraient incapables de payer la dette ?

Il y a une dramatisation de la question de la dette, que nous devons dénoncer. On n'est pas confronté à la perspective d'un effondrement ou d'une incapacité de remboursement. Ce qu'il faudrait du point de vue de la gauche, c'est un gouvernement qui déclarerait, sur la base d'un audit de la dette à participation citoyenne, qu'une partie de la dette publique est frappée d'illégitimité voire de caractère odieux, et qu'il faut procéder à des annulations très importantes de celle-ci. On souhaiterait qu'un gouvernement de gauche appliquant une politique favorable à la population et réalisant un énorme investissement public dans la lutte contre la crise écologique prenne une telle décision.

Par exemple, la Banque centrale européenne détient encore près de 5000 milliards d'euros de titres de la dette publique des pays de la zone euro, soit grosso modo 20 % de la dette publique de chaque pays. Si la BCE annulait ces créances, il y aurait une baisse d'une vingtaine de pourcents et l'argument pour mener des politiques d'austérité tomberait. En effet, tant que la BCE est créancière d'une partie importante de la dette, elle peut exercer une pression sur des gouvernements progressistes qui voudraient mener une politique anti-austéritaire.

C'est un enjeu extrêmement important quand il s'agit de parler d'alternatives. Mais il y a bien sûr aussi les dettes réclamées par le grand capital qui achète des titres de la dette publique, et là des gouvernements progressistes qui seraient élus devraient prendre des mesures d'annulation/répudiation.

Maintenant, si la droite reste au pouvoir, elle va utiliser l'argument du montant de la dette publique pour mener des politiques d'austérité accentuées. Ça ne va en rien résoudre les problèmes économiques de l'Union européenne, mais ça va augmenter la capacité d'offensive du grand capital contre le travail.

Ça ne résoudra pas les problèmes structurels économiques de l'Union européenne, mais dans la bataille du capital contre le travail, le capital marquera des points grâce aux attaques menées au nom de la nécessité de faire des coupes pour rembourser la dette publique.

La question de la dette publique est donc un élément central. Et là-dessus, par rapport à une partie de la gauche qui dit qu'il n'y a pas de problème de dette publique, je pense que la gauche radicale doit dire que cette réponse est trop courte, qu'il y a réellement un problème de dette publique parce que toute une partie de celle-ci est illégitime. Oui le montant de la dette publique n'est pas dramatique, mais elle est très importante et injustifiée. Il faut réduire radicalement cette dette publique. Pas en accélérant les remboursements, au contraire en refusant largement les remboursements et en faisant payer au grand capital – qui en a profité systématiquement – le coût de ces annulations de dette pour libérer les moyens d'un autre type de politique et d'un autre modèle de développement humain, respectueux des équilibres écologiques.

> *« Si on augmente les recettes, c'est pour augmenter les dépenses légitimes, les investissements publics pour améliorer les conditions de vie en lien avec la lutte contre la crise écologique. »*

Quelles grandes mesures économiques ?

Je pense qu'un programme de gauche doit d'abord partir du vécu des populations. Il faut donc créer des emplois de qualité, utiles socialement et beaucoup mieux payés qu'aujourd'hui, avec de meilleures conditions de travail. Il faut une réduction radicale du temps de travail, avec embauches compensatoires et une augmentation du revenu réel. Il faut une tout haute politique fiscale, avec une réduction radicale, et même une suppression de la TVA sur une série de services de base – à commencer par l'eau, l'électricité –, une augmentation radicale des impôts sur les revenus et sur le patrimoine des plus riches. C'est aussi une réponse, par le biais des recettes, à une partie de la question soulevée par la dette publique.

Mais, là, il y a une grande différence par rapport à un programme social-démocrate : il ne faudrait pas qu'un programme de justice fiscale serve à rembourser des dettes illégitimes. Si on augmente les recettes, c'est pour augmenter les dépenses légitimes, les investissements publics pour améliorer les conditions de vie en lien avec la lutte contre la crise écologique. Il faut donc d'énormes investissements sur les transports en commun, la sortie du nucléaire et toute une série de projets qui permettent aussi de créer des emplois qualifiés. Il faut une augmentation des dépenses dans les services publics, avec des créations d'emplois massives, notamment dans la santé. On ne doit pas oublier ce qui s'est passé lors de la pandémie de coronavirus qui a provoqué une prise de conscience de l'importance de la santé publique et le fait que le big pharma privé ne répond pas du tout aux besoins des populations.

Il faut mettre sous statut public les grands secteurs de l'économie. Le secteur de l'énergie doit être exproprié et doit être donc un secteur public. Par expropriation, le secteur de la banque et de l'assurance doit être entièrement sous monopole public, il doit être socialisé.

Il faut abroger une série de traités léonins que l'Union européenne a imposés au pays du Sud – des traités qui au nom du libre commerce défavorisent les pays du Sud – et donc introduire un autre type de commerce.

La relation du Nord, par exemple de l'Union européenne par rapport aux peuples du Sud, doit absolument changer, notamment la politique migratoire. L'aide au développement doit être remplacée par des réparations à payer aux peuples du Sud et une restitution des biens mal acquis par le Nord sur le dos des populations du Sud.

Il y a aussi la question de l'industrie d'armement : la gauche doit lutter contre l'augmentation des dépenses d'armement et dire que le secteur de l'armement doit être aussi sous contrôle public et extrêmement réglementé, pour aller vers le désarmement, ce qui nécessite des négociations internationales.

Ce sont des éléments tout à fait fondamentaux d'un programme de gauche.

Le 24 octobre 2025

Ruptures : Le nouveau Manifeste de la IVe Internationale

Le nouveau Manifeste de la IVe Internationale est maintenant disponible aux éditions La Brèche (2025, 4 euros). Ce *Manifeste pour une révolution écosocialiste, rompre avec la croissance capitaliste* est un document qui marque une nouvelle étape dans l'histoire du mouvement fondé en 1938 par Léon Trotsky et ses camarades.

Par
Michael Löwy

Depuis le *Manifeste des Égaux* (1796) de Babeuf et le *Manifeste Communiste* (1848), beaucoup de documents de ce genre ont surgi au cours de l'histoire du mouvement ouvrier. Certains, comme celui de Marx et Engels en 1848, ont marqué des générations de lecteurs. D'autres ont vite été oubliés… Malgré leurs différences, ils partagent certaines caractéristiques :

- le désir de porter à la connaissance de tou·tes une proposition nouvelle,
- un résumé des principales analyses, ainsi que du programme et de la stratégie d'un mouvement politique,
- un langage accessible au plus grand nombre,
- l'interaction entre des analyses de conjoncture et l'affirmation de quelques principes fondateurs.

On peut considérer le texte fondateur de la Quatrième Internationale, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IVe Internationale*, connu comme *Programme de Transition* (1938), comme un manifeste, même si ce terme ne figure pas dans son intitulé. La IVe Internationale a désigné plusieurs autres documents comme des manifestes : par exemple, en 1948 fut publié le *Manifeste du Deuxième Congrès de la Quatrième Internationale : Contre Wall Street et le Kremlin. Pour le programme du Manifeste Communiste. Pour la Révolution Socialiste Mondiale*, qui marque sans doute un tournant par rapport à ce qu'avait envisagé Léon Trotsky en 1938 (1). Le même constat vaut pour *Socialisme ou Barbarie. Au Seuil du 21e siècle. Manifeste de la Quatrième Internationale*, de 1993, qui prend acte de la disparition du prétendu « socialisme réel ».

Un manifeste de notre temps

Le nouveau *Manifeste pour la révolution écosocialiste* cherche à esquisser des pistes pour comprendre et agir face aux défis de notre époque. Il a, bien entendu, beaucoup en commun avec ceux de 1938, 1948 et 1993 : comme eux, il propose une analyse marxiste de la conjoncture, aussi bien économique que sociale et politique, un « programme de transition » (selon la méthode définie par Trotsky), une stratégie révolutionnaire et un horizon socialiste. Mais il n'en présente pas moins des particularités qui le distinguent des textes précédents.

> *« Le manifeste cherche à esquisser des pistes pour comprendre et agir face aux défis de notre époque. »*

Alors que le *Programme de Transition* de 1938 a été rédigé par Léon Trotsky et le Manifeste de 1993, en large mesure, par Ernest Mandel, le nouveau *Manifeste* de l'Internationale est le produit d'un travail collectif, qui a duré plus d'une année, et où se sont investi·es des camarades du Nord et du Sud Global, sous la coordination de Daniel Tanuro.

Le Manifeste de 1938 affirmait que *« les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle »*. Ce qui constituait, selon le document, une *« prémisse économique »* de la révolution prolétarienne (2). Quoi qu'on puisse penser de la validité de ce jugement en 1938, dans l'après-guerre on ne pouvait plus nier que les forces productives continuaient à croître et qu'on assistait, dans le cadre du capitalisme, à un *« accroissement de la richesse matérielle »* – certes usurpé par une minorité d'exploiteurs (3).

Or, en 2025, pour le nouveau Manifeste, cet *« accroissement de la richesse matérielle »*, cette croissance capitaliste sans bornes et sans limites, est précisément ce qu'il faut combattre : « rompre avec la croissance capitaliste » ! C'est aussi une rupture avec une certaine conception du progrès, de la richesse matérielle, et du *« développement des forces productives »*. Ce changement est l'expression d'un fait évident : la crise écologique représente, en 2025, une

Michael Löwy

Michael Löwy, est un sociologue, philosophe marxiste et écosocialiste, membre de la IVe Internationale. Il est notamment l'auteur de nombreux ouvrages. Il a coordonné la publication du Manifeste de 2003 et a été membre du groupe de travail en charge de l'édition de celui de 2025.

1) Par exemple, le diagnostic d'un « désarroi » et d'une « impasse » de la bourgeoisie internationale et d'une « agonie » du capitalisme.
2) *Programme de transition* (1938), Paris, Éditions de la taupe rouge, p. 20.
3) Ce n'est que d'un point de vue économiciste, bourgeois et impérialiste qu'on peut considérer les années 1945-1975 comme des Trente glorieuses. Glorieuses pour qui ? Certainement pas pour la majorité de l'humanité, soumise aux brutales guerres coloniales en Asie (Indochine) et en Afrique (Algérie, colonies portugaises), aux sanglantes dictatures militaires en Amérique latine et aux régimes fascistes dans plusieurs pays d'Europe (Portugal, Espagne, Grèce).

menace existentielle pour l'humanité, ce qui n'était pas du tout le cas en 1938.

La place de l'écologie

La IVe Internationale a pris progressivement conscience du défi écologique. Absente des manifestes de 1938 et 1946, la question est présente dans celui de 1993, mais de façon limitée : il s'agit d'un chapitre parmi les 22 du document, et il s'inquiète surtout de la pollution et de l'épuisement des ressources naturelles. Le tournant est pris en 2003, au 15e Congrès, avec la résolution « Écologie et socialisme », la première dans l'histoire de l'Internationale à avoir la crise écologique pour thème central. Le terme « écosocialisme » apparaît ici aussi pour la première fois, pour décrire un des courants de la gauche écologique, avec lequel on s'identifie :

> En rupture avec l'idéologie productiviste du progrès – dans sa forme capitaliste et/ou bureaucratique (dite « socialiste réelle ») – et opposé à l'expansion à l'infini d'un mode de production et de consommation destructeur de l'environnement, l'écosocialisme représente dans le mouvement ouvrier et dans l'écologie la tendance la plus sensible aux intérêts des travailleurs et des peuples du Sud, celle qui a compris l'impossibilité d'un « développement soutenable » dans le cadre de l'économie capitaliste de marché. (4)

Le document de 2003 esquisse aussi un bilan critique du retard pris par la IVe Internationale dans la compréhension et la prise en charge de la question écologique. Une section intitulée « La IVe Internationale et la crise écologique » est consacrée à ce bilan « autocritique » :

> Comme ce fut le cas pour la plupart des partis du mouvement ouvrier, cette problématique n'a pas été abordée dans les premières années d'existence de notre Internationale. Il serait inutile de la chercher, par exemple, dans le *Programme de transition*, qui est le document programmatique de base du congrès de fondation en 1938. Dans la période qui a suivi la seconde guerre mondiale, les marxistes révolutionnaires n'ont pas du tout ignoré la destruction de l'environnement et la pollution de l'air et de l'eau. Mais ces phénomènes n'étaient considérés que comme l'une des conséquences néfastes d'un système exploiteur et inhumain et non perçus comme un phénomène global qui menace de détruire les bases mêmes de toute vie. [...]

La plupart des sections n'ont commencé à se poser les problèmes écologiques que lorsqu'ils ont fait les gros titres de la presse à la suite des actions d'autres forces. Il s'en est suivi que le débat au sein de l'Internationale a été relativement lent. Tandis que d'autres courants et individus discutent de la question de l'écologie et du socialisme depuis des dizaines d'années, les marxistes révolutionnaires sont restés plutôt silencieux.

Un autre pas en avant important fut pris au 16e Congrès, en 2018, quand l'écosocialisme fut adopté comme orientation de l'Internationale – il figure dans le titre de la résolution : *« La destruction capitaliste de l'environnement et l'alternative écosocialiste »*. Le document fut dédié *« à la mémoire de Berta Caceres, militante indigène écologiste et féministe du Honduras, assassinée le 3 mars 2016 par les hommes de main des multinationales, ainsi que de tous les martyrs des luttes pour une justice environnementale »* (5).

> *« Le manifeste est le document le plus systématique et approfondi de la IVe Internationale au 21e siècle. »*

La question de la décroissance

Cette résolution posait déjà l'impératif de la décroissance – dans une section intitulée prudemment « Débats en cours, clarifications, questions ouvertes » – tout en signalant qu'il ne s'agissait pas d'un programme ou d'un projet de société, puisqu'elle ne disait rien des rapports de production et de propriété (6).

Dans le *Manifeste* de 2025, la décroissance n'est plus une « question ouverte », mais une nécessité incontournable. Elle est affirmée dès le titre du document, qui rappelle l'impératif de *« rompre avec la croissance capitaliste »*. La décroissance juste, écosocialiste, prend cependant en compte le développement économique inégal et combiné : *« La consommation finale mondiale d'énergie doit diminuer radicalement – ce qui implique produire moins et transporter moins à l'échelle mondiale – tout en augmentant la consommation d'énergie dans les pays les plus pauvres, pour satisfaire les besoins sociaux »* (7).

Cela dit, les pays pauvres peuvent, eux aussi, contribuer à la décroissance écosocialiste globale en supprimant la consommation ostentatoire de l'élite parasitaire, en luttant contre les mégaprojets écocides et la destruction des biomes par l'agrobusiness et l'industrie minière (8).

Le *Manifeste* de 2025 s'appuie sur les acquis des résolutions écologiques des deux décennies précédentes, mais il se distingue par différents aspects :

- la conscience aigüe du danger : l'écosocialisme est nécessaire si l'on veut *« sauver l'humanité d'une catastrophe écologique sans précédent dans l'histoire humaine »*.
- la nécessité « d'actualiser les analyses du marxisme révolutionnaire ».
- la reconnaissance du besoin d'une « large refondation » de notre programme et de notre stratégie, une véritable « reformulation du projet socialiste ».
- désormais, le dépassement de la *« fracture métabolique »* (Marx) entre les sociétés humaines et la nature, le respect des équilibres écologiques, *« ne sont pas seulement des chapitres de notre programme et de notre stratégie, mais leur fil conducteur »*.
- une réflexion plus soutenue sur notre projet de civilisation alternative, *« le monde pour lequel nous nous battons »*.

Le *Manifeste pour la révolution écosocialiste* est le document le plus systématique et approfondi de la IVe Internationale au 21e siècle. Mais il ne se présente pas comme *« le mot de la fin »*. Il se veut une contribution au débat, ouverte à la discussion et aux critiques.

Le 26 septembre 2025

4) « Écologie et socialisme », section « Le mouvement ouvrier et l'écologie ».
5) *Inprecor* n° 664, mars 2018, p. 3.
6) Ibid, p.34.
7) *Manifeste pour une révolution écosocialiste, rompre avec la croissance capitaliste*, Paris, La Bèche, 2025, p. 18.
8) Ibid, pp. 54-55.

Les nôtres : Andreas Kloke (1953 – 2025)

Notre camarade Andreas Klocke, avec lequel nous militions dans ce qui était alors le seul groupe de la section grecque de la IVe Internationale, est mort en ce début octobre, très affaibli par une très longue maladie issue d'une opération délicate. Toutes ces dernières années, dans la mesure que ses forces pouvaient lui permettre, Andreas a continué à s'impliquer dans l'observation et l'analyse de ce qui pouvait faire avancer vers la crise révolutionnaire.

Par la Tendance programmatique 4e Internationale

Né à Cologne, il a milité dans le GIM, alors section allemande de la IV, puis, s'étant installé en 1988 en Grèce où il enseignait l'allemand, il a rejoint OKDE-Spartakos, où il milita activement et fut animateur de débats et membre de la rédaction de la revue. En dehors de nombreux articles, il fut à l'origine de l'édition de plusieurs ouvrages, que ce soit des traductions en grec de textes allemands, ou en publiant un livre (en grec) en 2015, *Révolution politique, nationalisme, socialisme*. Ce livre fut présenté au Club Ouvrier de Nea Smyrni (Ergatiki Lescki) par les camarades Christos Kefalis, Tassos Anastassiadis et Manos Skoufoglou, qui entouraient Andreas, déjà affaibli par la maladie.

Habitant de cette banlieue d'Athènes créée par et pour les réfugié·es grecs d'Asie Mineure après 1922, Andreas y militait, notamment comme membre fondateur local d'Antarsya et du regroupement pour l'intervention municipale d'une partie de la gauche radicale et révolutionnaire, Poli Anapoda (« la Ville à l'envers »).

La maladie puis la mort d'Andreas sont une grande perte pour ses camarades, pour la qualité de ses analyses mais surtout pour sa conception ouverte de la discussion entre révolutionnaires. Certes, il était en désaccord avec la conception majoritaire dans l'Internationale de construction de partis larges. Il voulait nous persuader que cette voie était une erreur, en alignant des exemples d'échecs, accompagnés d'un petit sourire tout sauf ironique, car même si les discussions pouvaient parfois être rugueuses, pour Andreas une chose était sûre : ces désaccords faisaient partie des discussions entre révolutionnaires, et jamais il n'a prétendu qu'ils opposaient de « vrais révolutionnaires » à des « réformistes », contrairement à la tradition de sectarisme gauchiste qui continue malheureusement de sévir en Grèce. Son insistance sur son désaccord avec la construction de partis larges s'expliquait très concrètement par sa crainte que les sections de la IV s'engageant dans cette voie s'y diluent et affaiblissent ou perdent leur caractère révolutionnaire.

Mais le plus important, comme cela a été rappelé lors de l'hommage rendu à ses obsèques auxquelles participaient ses ancien·nes camarades et ami·es, dont plusieurs militant·es des deux groupes de l'actuelle section grecque, la Tendance programmatique 4e Internationale et l'OKDE Spartakos, c'est que sur l'essentiel des questions de l'heure, Andreas était d'accord avec la ligne de la IV. Et cela se voyait souvent au terme de discussions où son point de vue évoluait par la prise en compte de la réalité du terrain : il en a été ainsi sur la situation dans l'ex-Yougoslavie (face au campisme proserbe de la gauche grecque), sur l'importance de développer Die Linke, etc. Ce pragmatisme, tout à l'opposé de conceptions figées et souvent anachroniques (on peut penser à l'actuelle impressionnante ignorance de la résistance anti-impérialiste du peuple ukrainien par la presque totalité de la gauche grecque) était une qualité qui rendait notre camarade précieux et très estimé. Et c'est cela que nous avons voulu honorer en présentant lors des obsèques le salut de la IVe Internationale.

Et bien sûr, on se rappellera toujours sa gentillesse et son humour, qualités inestimables pour un révolutionnaire! Toutes nos pensées vont à sa compagne, Merry, et à son fils Manolis.

Le 10 octobre 2025

Tendance programmatique 4e Internationale

La Tendance programmatique 4e Internationale est, avec l'OKDE-Spartakos, un des deux groupes constituant la section grecque de la IVe Internationale.

Relire *les Damnés de la terre*, de Frantz Fanon

La nécessité de relire aujourd'hui Frantz Fanon n'est pas seulement liée au besoin de commémoration, elle nous permet surtout de revenir sur les enjeux sociaux, culturels et politiques qui prévalaient et qui structuraient le combat d'un peuple pour sa liberté, son émancipation et la quête de son indépendance.

Par
Nadir Djermoune

Cette année 2025 correspond au centenaire de la naissance de Fanon et, pour nous Algérien·nes, l'hommage à son engagement corps et âme dans la révolution algérienne, alors que rien ne le prédestinait à cette tâche, relève d'un devoir moral et politique. Mais la relecture de son œuvre nous permet aussi, en ces temps de règne des révisionnismes de tout bord, de replacer ce combat dans sa dimension locale et régionale mais aussi universelle et historique. Car, si les combats d'hier pour l'indépendance anticoloniale ont porté leurs fruits, les contradictions, les crises et les conflits d'aujourd'hui ne sont que le prolongement de ces systèmes de domination et d'exploitation qui remontent en surface comme le « retour du refoulé », dirait le psychiatre Fanon.

Il y a aussi, pour toute action militante, des raisons d'ordre programmatique de revenir au « fanonisme ». Dans le passé, il a donné aux « élites anti-élitistes » (formule de Mohamed Harbi (1)) une présentation des lois du développement social différente de ce qu'énonçait le marxisme vulgaire et dégradé du stalinisme de l'époque. Il a défendu le tiers-monde en mettant en avant « les damnés de la terre » comme substitut à « la classe ouvrière ». Ce n'est plus au prolétariat des pays occidentaux d'entraîner les peuples opprimés dans la lutte, c'est la lutte de ces peuples qui leur permettra de s'émanciper du joug colonial du moment et déterminera la cause révolutionnaire du prolétariat mondial. Cette vision a fait des adeptes, y compris en Europe. Mais Fanon n'a pas défendu cette vision en partant d'un point de vue conceptuel et programmatique, mais en partant d'une lecture pragmatique de la réalité coloniale. Fanon ne se contente pas d'une analyse purement économique du colonialisme. Il théorise aussi le conflit identitaire et culturel et tente de montrer que les vrais « damnés de la terre », les exploité·es absolu·es, ce sont les colonisé·es.

> *« Fanon a mis l'accent sur les contextes socio-historiques des tendances psychologiques supposées pathologiques chez les colonisés et a abordé les défis posés par la pratique psychiatrique au sein de la société coloniale. »*

L'idée fondamentale qui structure son travail est celle de la révolution, c'est-à-dire celle d'une rupture radicale, jusqu'à la violence sur le plan politique, avec les pratiques dominantes de son temps. On la retrouve dans toute son œuvre comme une nécessité impérative aux dominé·es et aux exploité·es, ou plus exactement aux « damné·es de la terre », pour abolir tous les aspects du système de domination et d'exploitation qui régnait et qui continue à régner sur le monde.

L'idée de révolution a donc accompagné sa pensée et sa pratique dans le domaine de la psychiatrie, son univers professionnel, au niveau de sa production scientifique comme sur le plan politique.

Nadir Djermoune

Nadir Djermoune, architecte-urbaniste et enseignant au département d'architecture à l'université de Blida, est membre du Parti socialiste des travailleurs (Algérie) suspendu.

L'évolution du psychiatre Fanon

C'est en psychiatre, sa profession, qu'il engage la compréhension de la folie, celle qui touche les hommes au sens clinique du terme et celle de la société. Car, pour lui, les maux de l'homme sont ceux de la société où il vit. Toute sa thèse s'appuie sur l'idée que *« l'aliénation ne peut se réduire à des troubles de la constitution organique ou de l'histoire individuelle, hors de tout lien social »* (2), souligne Jean Khalfa.

Il est contemporain de Michel Foucault qui traite lui aussi, et à la même période, de la folie. Beaucoup de chercheurs tentent un rapprochement. Tous les deux, dans des contextes différents, pensent la possi-

1) Mohamed Harbi, postface à l'édition 2002 des *Damnés de la terre*, p. 305.
2) Jean Khalfa, « Fanon, psychiatre révolutionnaire », in, *Franz Fanon, écrits sur l'aliénation et la liberté*, La Découverte, Paris, 2015, p. 106.

bilité d'une nouvelle science des pathologies mentales. Ils dénoncent en effet les deux grands courants qui partagent la psychiatrie. D'une part, la psychiatrie dite *positive* qui pense les maladies mentales comme des essences éternelles : la schizophrénie, la paranoïa ou la dépression sont considérées comme des abstractions qui pénètrent et altèrent le psychisme du malade. D'autre part, la psychiatrie dite *existentielle* qui refuse de voir la maladie comme un problème organique.

Mais, contrairement à Foucault, Fanon n'est pas connu en tant que philosophe de la folie et de la psychiatrie. Il est plus connu comme penseur politique pour ses écrits sur la violence. Toutefois, avec la publication de ses écrits psychiatriques, cette vision des choses a commencé à changer. Ces textes, une fois connus et disponibles, ont provoqué un regain d'intérêt pour l'interaction entre sa psychiatrie révolutionnaire et sa politique révolutionnaire.

Frantz Fanon et son équipe médicale à Blida (1953-1956).

La radicalisation anticoloniale

Après sa formation, Fanon s'est rendu en Algérie en 1953, encore sous occupation coloniale, pour travailler à l'hôpital psychiatrique de Blida-Joinville. Dans ses recherches psychiatriques, il a mis l'accent sur les contextes socio-historiques des tendances psychologiques supposées pathologiques chez les colonisés et a abordé les défis posés par la pratique psychiatrique au sein de la société coloniale. Radicalisé par ses travaux en psychiatrie, Fanon a rejoint le Front de libération nationale (FLN) en 1955. Lorsque sa position à Blida est devenue intenable, il a démissionné et il s'est installé en Tunisie en 1956.

C'est là, en 1958, qu'il a ouvert la première clinique d'Afrique du Nord, où il commence la construction d'un cours de psychopathologie sociale très politisé, « La rencontre entre la société et la psychiatrie » (1959-60), explorant les interconnexions entre la folie, la normalité, le travail, la protestation, le système de justice pénale et le racisme. Peu avant sa mort, Fanon a publié *les Damnés de la terre* (1961). Le chapitre « Guerre coloniale et troubles mentaux » présente des croquis psychopolitiques de cas cliniques de Blida et de Tunis, ainsi qu'une critique de l'École d'Alger. Jacques Derrida dit de lui qu'il était *« tout à fait exceptionnel et atypique »* au sein de la psychiatrie nord-africaine française pour avoir constamment *« soulevé la question de sa propre pratique dans ses dimensions politiques »*. C'est précisément à cause de ces dimensions que, selon Foucault, personne ne s'intéressait à son travail avant Mai 68.

> *Fanon adhère sans aucun état d'âme à la lutte des Algérien·nes pour leur indépendance. Il le fait, non pas en guise de soutien, mais comme étant sa propre lutte. Il dit « nous » quand il parle du FLN.*

Une psychiatrie dynamique

Partant de sa discipline et de son objet scientifique qui est la psychiatrie, Fanon agit comme un intellectuel de son temps touchant sur le plan théorique et méthodologique d'autres sphères des sciences sociales et humaines, notamment l'ethnologie, très présente en ce moment-là dans la politique coloniale. Il prend comme référence Freud. Mais il n'agit pas comme simple disciple. *« Ni Freud, ni Adler, ni même le cosmique Jung n'ont pensé aux Noirs, dans le cours de leurs recherches* […]. *On oublie trop souvent que la névrose n'est pas constitutive de la réalité humaine. Qu'on le veuille ou non, le complexe d'Œdipe n'est pas près de voir le jour chez les nègres »*, écrit-il dans *Peau noire, masques blancs* (3). Pour Fanon, Freud s'est contenté d'expliquer qu'un état présent ne saurait se trouver que dans le passé de l'individu, renonçant à introduire dans sa vision une dimension essentielle : celle de son avenir. Tout fait humain, y compris les maladies psychiques, ne saurait être compris que comme un état concret de tension entre les forces d'équilibration dynamique orientées vers l'avenir et leur blocage par des forces agissant en sens contraire qui tendent à empêcher ce développement.

Prenant comme repère les travaux de Jacques Lacan, il marque sa dissidence par rapport au concept de « constitution » pour lui substituer celui de *« structure »* (4). Mais, en même temps, il se démarque de l'usage de la notion de « structure » chère à l'école structuraliste à la mode en France en ce temps-là. Claude Lévy-Strauss, le principal représentant en France de cette école, considère les structures des sociétés primitives comme permanentes, comme des structures universelles non significatives. De même pour le structuralisme marxiste de Louis Althusser. Pour Fanon, les structures constitutives du comportement humain ne sont pas des données universelles, mais des faits spécifiques nés d'une genèse passée et en train de subir

3) F. Fanon, *Peau noire, masques blancs*, p. 158.
4) Ibid, p. 92.
5) Mais pour rendre justice à Bourdieu, celui-ci se démarque de sa démarche essentialiste de ses débuts pour expliquer la situation de la paysannerie algérienne comme les conséquences du déracinement qu'elle a subi par l'action coloniale. (*Le Déracinement : la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad, éditions de Minuit, 1964).

des transformations qui ébauchent une évolution (ou une révolution) future.

Dans la même période en Algérie, ce sont les travaux d'ethnologie de Germaine Tillon sur la population berbère des Aurès (Chaoui) et ceux de Pierre Bourdieu sur les populations kabyles, chacun dans son domaine et son univers, qui le concurrencent. Tous les deux présentent la structure sociale et la culture de la société algérienne dans son essence et non dans son existence historique (5). Pour Fanon, les structures qu'il analyse sont le fruit d'un processus de structuration et de formation. Dans le cas de ses études sur la société noire et sur la société algérienne, elles sont le résultat de la déstructuration coloniale. Face à cette déstructuration, il revendique la nécessité d'une restructuration nouvelle et non un retour à l'ancienne structure. D'où son adhésion à l'action révolutionnaire engagée par le FLN.

Exister par la lutte

Sur le plan heuristique (6), Fanon s'appuie sur Freud, Hegel et Marx. Mais comme le souligne Francis Jeanson, *« on commettrait l'erreur d'y chercher un système de concepts »* (7). Sans être dans un total empirisme, il procède plus par induction, par une lecture de la réalité, que par déduction d'un quelconque modèle théorique. De Freud, comme nous l'avons souligné plus haut, il se démarque de l'explication œdipienne non valable dans l'histoire de la société noire africaine. Il se démarque surtout de l'absence de la dimension de l'avenir face à ce complexe.

De Hegel, il reprend l'idée que *« L'homme n'est humain que dans la mesure où il veut s'imposer à un autre homme, afin de se faire reconnaître par lui »* (8). Dans l'analyse qu'il fait de la société antillaise, il considère *« qu'historiquement, le nègre, plongé dans la servitude, a été libéré par le maître. Il n'a pas soutenu la lutte pour la liberté. Le nègre est un esclave à qui on a permis d'adopter une attitude de Maître »* (9). Le nègre, disait-il, ignore le prix de la liberté, car il ne s'est pas battu pour elle. *« L'individu qui n'a pas mis sa vie en jeu peut bien être reconnu comme personne, mais… n'a pas atteint la vérité de cette reconnaissance d'une conscience de soi indépendante »* (10).

Mais il change vite de conclusion en notant que *« les Noirs américains vivent un autre drame. En Amérique, le nègre lutte et il est combattu. Il y a des lois qui, petit à petit, disparaissent de la Constitution. Il y a des décrets qui interdisent certaines discriminations. Et nous sommes assurés qu'il ne s'agit pas alors de dons »*. *« S'il y a bataille, il y a défaites, trêves, victoires »* (11). Mais, il n'y a qu'une solution : la lutte. Et cette lutte, il l'entreprendra et la mènera non pas après une analyse marxiste ou idéaliste, mais parce que, tout simplement, *« il ne pourra concevoir son existence que sous les espèces d'un combat mené contre l'exploitation, la misère et la faim »* (12).

> *« Le viol de la femme algérienne dans un rêve d'Européen est toujours précédé de la déchirure du voile. On assiste là à une double défloration. »*

De Marx, il fait sienne l'une des thèses sur Feuerbach *« Il ne s'agit plus de connaître le monde, mais de le transformer »* (13). Ce qui l'amènera à une adhésion sans aucun état d'âme à la lutte des Algérien·nes pour leur indépendance. Il le fait, non pas en guise de soutien, mais comme étant sa propre lutte. Il dit « nous » quand il parle du FLN.

En Algérie, il applique ses thèses dans sa vie professionnelle, dans sa démarche théorique, ce qui l'amènera par conséquent à l'action politique. Pour lui, l'enjeu clé est dans la transformation structurelle du pays et de la société. Et cette transformation, il la voyait se réaliser dans la révolution enclenchée par l'appel du FLN en 1954.

Ce passage à la lutte est pour Fanon la clé de voûte pour une compréhension dynamique et dialectique de la société algérienne. Car, comme il l'a souligné *« L'homme n'est humain que dans la mesure où il veut s'imposer à un autre homme, afin de se faire reconnaître par lui »*. Il prend pour étayer ses assertions trois exemples que nous allons présenter succinctement.

Le voile

Dans son chapitre intitulé « L'Algérie qui se dévoile », Frantz Fanon explique comment la femme, dans une famille recroquevillée sur elle-même et une société repliée dans un long désespoir, voyant dans l'appel à la lutte armée du FLN la voie de l'émancipation, commence à se dévoiler. Parmi les éléments du système de signification, le voile – initialement une tenue vestimentaire exprimant l'appartenance à une aire culturelle donnée, appelée à changer et évoluer au rythme de l'évolution du monde – se transforme en un emblème de résistance et de combat. Il va devenir l'enjeu d'une bataille grandiose. Les forces d'occupation mobiliseront leurs ressources les plus puissantes. Le colonisé déploiera une force étonnante d'inertie. Mais il faut remonter aux origines.

> L'histoire de la conquête française en Algérie relatant l'irruption des troupes dans les villages, la confiscation des biens et le viol des femmes, la mise à sac d'un pays, a contribué à la naissance et à la cristallisation de la même image dynamique. L'évocation de cette liberté donnée au sadisme du conquérant, à son érotisme, crée, au niveau des stratifications psychologiques de l'occupant, des failles, des points féconds où peuvent émerger à la fois des conduites oniriques et dans certaines occasions des comportements criminels. (14)

C'est ainsi que le viol de la femme algérienne dans un rêve d'Européen est toujours précédé de la déchirure du voile. On assiste là à une double défloration. De même la conduite de la femme n'est jamais l'adhésion ou l'acceptation, mais la prosternation.

> La stratégie coloniale de désagrégation de la société algérienne, au niveau des individus, accordait une place de premier plan à la femme. L'acharnement du colonialiste, ses méthodes de lutte vont naturellement provoquer chez le colonisé des comportements réactionnels. Face à la violence de l'occupant, le colonisé est amené à définir une position de principe à l'égard d'un élément autrefois inerte de la configuration culturelle autochtone. C'est la rage du colonia-

6) L'heuristique est l'art d'inventer, de faire des découvertes en résolvant des problèmes à partir de connaissances incomplètes.
7) F. Jeanson, préface à *Peau noire, masques blancs,* op cit., p. 15.
8) Il reprend une assertion de Hegel, à savoir que *« la conscience de soi est en soi et pour soi quand et parce qu'elle est en soi et pour soi pour une autre conscience de soi ; c'est-à-dire qu'elle n'est qu'en tant qu'être reconnu »*, ibid, p. 200.
9) F. Fanon, *Peau noire, masques blancs,* op.cit. p. 216.
10) Ibid.
11) Ibid, p. 219.
12) Ibid, p. 222.
13) Ibid, p. 36.
14) Onirique : relatif aux rêves. F. Fanon, *Sociologie de la révolution (l'an 5 de la révolution algérienne)*, p. 28.

Un soldat français utilise un détecteur de mines sur les passants à Alger, le 16 janvier 1957, dans le cadre d'une opération de fouille systématique dans la Casbah, pendant la bataille d'Alger. © AFP

> *« Les dispositions du colonialisme acculent presque toujours le colonisé à des contre-propositions tranchées, rigides, statiques. Si au besoin le voile est repris, il est définitivement dépouillé de sa dimension exclusivement traditionnelle. Il prend une autre signification. »*

liste à vouloir dévoiler l'Algérienne, c'est son pari de gagner coûte que coûte la victoire du voile qui vont provoquer l'arc-boutant de l'autochtone. Le propos délibérément agressif du colonialiste autour du haïk *donne une nouvelle vie à cet élément mort*, parce que stabilisé, sans évolution dans la forme et dans les coloris, du stock culturel algérien. Nous retrouvons ici l'une des lois de la psychologie de la colonisation. Dans un premier temps, c'est l'action, ce sont les projets de l'occupant qui déterminent les centres de résistance autour desquels s'organise la volonté de pérennité d'un peuple. (15)

« C'est le blanc qui crée le nègre. Mais c'est le nègre qui crée la négritude »

À l'offensive colonialiste autour du voile, le colonisé oppose le culte du voile. Ce qui était élément indifférencié dans un ensemble homogène acquiert un caractère tabou, et l'attitude de telle Algérienne vis-à-vis du voile sera constamment rapportée à son attitude globale vis-à-vis de l'occupation étrangère. Le colonisé, face à l'accent mis par le colonialiste sur tel ou tel secteur de ses traditions, réagit de façon très violente.

Le déclenchement de la guerre de libération crée de nouvelles conditions et de nouvelles réactions. Jusqu'en 1955, le combat est mené exclusivement par les hommes. Pendant toute la période de domination incontestée, la société algérienne – et principalement les femmes – ont tendance à fuir l'occupant. La ténacité de l'occupant dans son entreprise de dévoiler les femmes, d'en faire des alliées dans l'œuvre de destruction culturelle, a renforcé les conduites traditionnelles. Mais ce caractère quasi tabou pris par le voile dans la situation coloniale disparaît presque complètement au cours de la lutte libératrice. Même les Algériennes non activement intégrées dans la lutte prennent l'habitude d'abandonner le voile.

> Voile enlevé puis remis, voile instrumentalisé, transformé en technique de camouflage, en moyen de lutte. […] Dans certaines conditions, surtout à partir de 1957, le voile réapparaît. Les missions deviennent en effet de plus en plus difficiles. L'adversaire sait maintenant, certaines militantes ayant parlé sous la torture, que des femmes très européanisées d'aspect jouent un rôle fondamental dans la bataille. De plus, certaines Européennes d'Algérie sont arrêtées et c'est le désarroi de l'adversaire qui s'aperçoit que son propre dispositif s'écroule. La découverte par les autorités françaises de la participation d'Européens à la lutte de libération fut l'une des dates de la Révolution algérienne. À partir de ce jour, les patrouilles françaises interpellent toute personne. Européens

15) Ibid. p. 29

> et Algériens sont également suspects. Les limites historiques s'effritent et disparaissent. Toute personne qui possède un paquet est invitée à le défaire et à en montrer le contenu. N'importe qui peut demander des comptes à n'importe qui sur la nature d'un colis transporté à Alger, Philippeville ou Batna. Dans ces conditions, il devient urgent de dissimuler le paquet aux regards de l'occupant et de se couvrir à nouveau du haïk protecteur. (16)

Ici, le port du voile en ville prend une nouvelle dimension et une autre signification. Porter sous le voile un objet assez lourd, *« très dangereux à manipuler »* (17), il faut donner l'impression d'avoir les mains libres, qu'il n'y a rien sous ce haïk, sinon une pauvre femme ou une insignifiante jeune fille. *« Il ne s'agit plus seulement de se voiler. Il faut se faire une telle "tête de Fatma" que le soldat soit rassuré »*. Dans le cerveau ce dernier, *« celle-ci est bien incapable de faire quoi que ce soit »*.

> Le corps de l'Algérienne qui, dans un premier temps s'est dépouillé, s'enfle maintenant. Alors que dans la période antérieure, il fallait élancer ce corps, le discipliner dans le sens de la prestance ou de la séduction, ici il faut l'écraser, le rendre difforme, à l'extrême le rendre absurde. C'est, nous l'avons vu, la phase des bombes, des grenades, des chargeurs de mitraillettes (18).

Les dispositions doctrinales du colonialisme dans sa tentative de justifier le maintien de sa domination acculent presque toujours le colonisé à des contre-propositions tranchées, rigides, statiques. Si au besoin le voile est repris, il est définitivement dépouillé de sa dimension exclusivement traditionnelle. Il prend une autre signification.

> Il y a donc un dynamisme historique du voile très concrètement perceptible dans le déroulement de la colonisation en Algérie. Au début, le voile est mécanisme de résistance, mais sa valeur pour le groupe social demeure très forte. On se voile par tradition, par séparation rigide des sexes, mais aussi parce que l'occupant *veut dévoiler l'Algérie*. Dans un deuxième temps, la mutation intervient à l'occasion de la Révolution et dans des circonstances précises. Le voile est abandonné au cours de l'action révolutionnaire. Ce qui était souci de faire échec aux offensives psychologiques ou politiques de l'occupant devient moyen, instrument. Le voile aide l'Algérienne à répondre aux questions nouvelles posées par la lutte. L'initiative des réactions du colonisé échappe aux colonialistes (19).

> ***« Aussi paradoxal que cela paraisse, c'est la Révolution algérienne, c'est la lutte du peuple algérien qui facilite la diffusion de la langue française dans la Nation. »***

Ce sont les exigences du combat qui provoquent dans la société algérienne de nouvelles attitudes, de nouvelles conduites, de nouvelles modalités d'apparaître. Cette démarche éminemment dialectique dans les observations de Fanon a-t-elle une valeur universelle ? Autrement dit, ses conclusions sur le voile sont-elles encore valables face à sa réapparition ostentatoire dans la société musulmane d'aujourd'hui, lors de la révolution iranienne de 1979, par exemple, ou encore devant la violence et les stigmatisations que les femmes subissent ? On notera que malheureusement, cette dialectique a toujours la femme comme bouc émissaire !

Quoi qu'il en soit, les observations de Frantz Fanon sont identiques devant d'autres techniques introduites par la colonisation, la radio et la médecine par exemple. Ce phénomène est également perceptible dans l'attitude des colonisé·es vis-à-vis de l'usage de la langue française.

La langue française et les colonisé·es

Derrière l'attitude nouvelle adoptée par les femmes qu'on vient de voir au cours de la lutte de libération, c'est la situation coloniale dans son ensemble qui est mise en question. La contestation du principe même de la domination étrangère, entraîne des mutations essentielles dans la conscience du colonisé, dans la perception qu'il a du colonisateur, dans sa situation d'être humain dans le monde. C'est le cas du rapport avec le poste de radio.

Les postes récepteurs radio sont rejetés par la société algérienne dans son ensemble. Elle refuse cette technique qui met en cause sa stabilité et les types traditionnels de sociabilité ; la raison invoquée étant que les programmes, indifférenciés parce que calqués sur le modèle occidental, ne s'adaptent pas à la hiérarchisation patrilinéaire de type strict, voire féodal, et comportant des interdits moraux multiples, de la famille algérienne.

Mais, dès le début de la guerre d'indépendance, le peuple algérien ressent la nécessité de développer son réseau d'information. C'est à ce moment que se produisent, dans le cadre de l'acquisition de postes récepteurs, dans les attitudes nouvelles face à cette technique précise de l'information, les mutations les plus capitales. L'Algérien, dès les premiers mois de la Révolution, dans un but d'autoprotection et afin d'échapper à ce qu'il considère comme les manœuvres mensongères de l'occupant, cherche ses propres sources d'information. Savoir ce qui se passe devient fondamental. Il a besoin de hisser sa vie au niveau de la Révolution.

Avoir son poste, c'est avoir le droit d'entrer dans cette lutte engagée. Avec le poste de radio, *La Voix de l'Algérie combattante* aura, sur le plan de la cohésion, une importance capitale. L'utilisation des langues arabe, kabyle et française, eut l'avantage de développer et de renforcer l'unité du peuple, de faire exister toutes les régions du pays.

> À partir de 1954, la radio, le poste récepteur, perdent leur coefficient d'hostilité, se dépouillent de leur caractère d'extranéité et s'organisent dans l'ordre cohérent de la Nation en lutte. Dans les psychoses hallucinatoires, à partir de 1956, les voix radiophoniques deviennent protectrices, complices. Les insultes et les accusations disparaissent et font place aux paroles d'encouragement. La technique étrangère, « digérée », à l'occasion de la lutte nationale, est devenue un instrument de combat pour le peuple et un organe protecteur contre l'anxiété (20).

Sur le plan de la communication, il faut signaler l'acquisition par la langue française de valeurs inédites. La diffusion en français des émissions de *l'Algérie combattante* va libérer la langue ennemie de ses significations historiques. Le même message, transmis en trois langues différentes, unifie l'expérience et lui donne dimension universelle. La langue française perd son caractère maudit, se révé-

16) Ibid, p. 42.
17) *Résistance algérienne,* organe officiel de communication du Front de libération nationale, publié en arabe et en français, 16 mai 1957.
18) Ibid, p. 42.
19) Ibid, p. 43.
20) Ibid, p. 67. L'extranéité est le caractère de ce qui est étranger.

lant capable de transmettre également, à l'intention de la Nation, les messages de vérité que cette dernière attend. Aussi paradoxal que cela paraisse, c'est la Révolution algérienne, c'est la lutte du peuple algérien qui facilite la diffusion de la langue française dans la Nation.

S'exprimer en français, comprendre le français, n'est plus assimilable à une trahison ou à une identification appauvrissante avec l'occupant. Utilisée par la *Voix des combattants*, transitant de façon prégnante le message de la Révolution, la langue française devient du coup un instrument de libération.

> Avant 1954, la plupart des travaux des Congrès des Partis nationalistes ont lieu en langue arabe. De façon plus précise, les militants de la Kabylie ou des Aurès apprennent l'arabe à l'occasion de leurs activités nationales. Avant 1954, parler l'arabe, refuser le français comme langue et comme modalité d'oppression culturelle est une forme privilégiée et quotidienne de singularisation, d'existence nationale. En août 1956, la réalité du combat et le désarroi de l'occupant enlèvent à la langue arabe son caractère sacré, et à la langue française ses catégories maudites. Le nouveau langage de la Nation peut alors se faire annoncer à l'aide de multiples réseaux signifiants (21).

Conclusion pratique et de portée plus générale : *« Dès lors que le corps de la Nation se remet à vivre de façon cohérente et dynamique, tout devient possible… Le peuple qui prend son destin en mains assimile à une cadence presque insolite les formes les plus modernes de la technique »*.

De la violence pour la quête de liberté

Fanon construit ses analyses davantage sur l'observation et la lecture des réactions « subjectives » des gens que d'une lecture « objective » selon les lois de l'histoire. Le développement de l'argumentation est fondé non sur le théorique mais sur le vécu, point de départ du développement de sa pensée : *« loin de proposer une solution, nous croyons nécessaire une vie d'étude et d'observation »* (22). Il tire la conclusion que seule la lutte violente paye.

> *« Les rêves de l'indigène sont des rêves d'action, des rêves agressifs. »*

> L'originalité du contexte colonial, c'est que les réalités économiques, les inégalités, l'énorme différence des modes de vie ne parviennent jamais à masquer les réalités humaines. Quand on aperçoit dans son immédiateté le contexte colonial, il est patent que ce qui morcelle le monde c'est d'abord le fait d'appartenir ou non à telle espèce, à telle race. Aux colonies, l'infrastructure économique est également une superstructure. La cause est conséquence : on est riche parce que blanc, on est blanc parce que riche. C'est pourquoi les analyses marxistes doivent être toujours légèrement distendues chaque fois qu'on aborde le problème colonial. (23)

Dans ce contexte, la violence est omniprésente. La première chose que l'indigène apprend, c'est à rester à sa place, à ne pas dépasser les limites.

Dans cette situation, les rêves de l'indigène sont des rêves d'action, des rêves agressifs. Cette agressivité sédimentée dans ses muscles, le colonisé va la manifester d'abord contre les siens. C'est la période où les colonisé·es, les nègres se bouffent entre eux. Tant que les voies de l'émancipation s'assombrissent, les luttes tribales se perpétuent. En se lançant dans des bagarres de vengeances, le colonisé tente de se persuader que le colonialisme n'existe pas, que tout se passe comme avant, que l'histoire continue. Par l'intermédiaire de la religion, le colonisé réussit également à ne pas tenir compte du colon. Par le fatalisme, toute initiative est enlevée à l'oppresseur, la cause des

21) Ibid, p. 70.
22) F. Fanon, *Altérations mentales…*, cité par Jean Khalfa, op. cit. note 2, p. 167.
23) F. Fanon, *Les Damnés…*, op. cit., p. 78.

Des Algériens écoutent le discours diffusé du président du Gouvernement provisoire de la République algérienne Benyoucef Benkhedda, le 9 mai 1962 au quartier Belcourt à Alger. © Fernand PARIZOT / AFP.

maux, de la misère, du destin revenant à Dieu. L'individu accepte ainsi la dissolution décidée par Dieu, s'aplatit devant le colon et devant le sort et, par une sorte de rééquilibration intérieure, accède à la sérénité.

Depuis toujours, le colon lui a signifié le chemin qui devait être le sien, s'il voulait se libérer. L'argument que choisit le colonisé lui a été indiqué par le colon et, par un ironique retour des choses, c'est le colonisé qui, maintenant, affirme que le colonialiste ne comprend que la force. Le régime colonial tire sa légitimité de la force et à aucun moment n'essaie de ruser avec cette nature des choses. Chaque statue, celle de Faidherbe ou de Lyautey, de Bugeaud ou du sergent Blandan, tous ces conquistadors juchés sur le sol colonial n'arrêtent pas de signifier une seule et même chose : « Nous sommes ici par la force des baïonnettes… » (24)

Mais, l'émergence de la lutte armée indique que le peuple décide de ne faire confiance qu'aux moyens violents. La violence n'est donc pas un choix. Elle est omniprésente dans l'acte de domination coloniale.

À qui s'adresse l'appel à la lutte violente ?

C'est la question qui découle de ces notes de lecture de l'œuvre de Fanon. Il s'adresse aux déshérité·es, qui ne sont plus essentiellement les prolétaires des pays industrialisés de la fin du 19e siècle chantant *« Debout les damnés de la terre, debout les forçats de la faim »*. Les damnés de la terre auxquels Fanon s'adresse sont les déshérité·es des pays pauvres qui veulent réellement la terre et du pain, alors qu'à l'époque la classe ouvrière du monde occidental est considérée comme souvent raciste et manifestement ignorante des populations d'outre-mer. Elle témoigne d'une relative indifférence au sort des colonies dont elle tire indirectement bénéfice.

> *« La violence n'est donc pas un choix. Elle est omniprésente dans l'acte de domination coloniale. »*

Pablo (à droite) lors d'une prise de parole à l'occasion de la sortie du cinq millième pistolet-mitrailleur produit dans l'usine d'armement construite au Maroc.

Ce qui définit la « classe dirigeante » c'est son caractère étranger, celle qui vient d'ailleurs, celle qui ne ressemble pas aux autochtones. Il ne s'agit pas de la chercher dans les usines qu'elle possède, ni dans ses propriétés, ni dans son compte en banque. Il y a seulement « nous » et « les autres ».

> Pour le peuple colonisé la valeur la plus essentielle, parce que la plus concrète, c'est d'abord la terre : la terre qui doit assurer le pain et, bien sûr, la dignité. Mais cette dignité n'a rien à voir avec la dignité de la « personne humaine ». Cette personne humaine idéale, il n'en a jamais entendu parler. Ce que le colonisé a vu sur son sol, c'est qu'on pouvait impunément l'arrêter, le frapper, l'affamer ; et aucun professeur de morale jamais, aucun curé jamais n'est venu recevoir les coups à sa place ni partager son pain avec lui. (25)

Il critique l'action militante organisée à travers la critique de l'intellectuel. Car l'intellectuel qui a suivi le colonialiste sur le plan de l'universel abstrait va se battre pour que colon et colonisé puissent vivre en paix dans un monde nouveau.

> Mais ce qu'il ne voit pas, parce que précisément le colonialisme s'est infiltré en lui avec tous ses modes de pensée, c'est que le colon, dès lors que le contexte colonial disparaît, n'a plus d'intérêt à rester, à coexister. Ce n'est pas un hasard si, avant même toute négociation entre le gouvernement algérien et le gouvernement français, la minorité européenne dite « libérale » a déjà fait connaître sa position : elle réclame, ni plus ni moins, la double citoyenneté. C'est qu'en se cantonnant sur le plan abstrait on veut condamner le colon à effectuer un saut très concret dans l'inconnu. (26)

De même que le colon sait parfaitement qu'aucune phraséologie ne se substitue au réel, l'indigène ne se bat pas sur un mot d'ordre abstrait : « Le pouvoir au prolétariat ». Concrètement c'est d'abord sur des mots d'ordre liés à la nation que le combat prend forme et signification. Toutefois, même ce dernier mot d'ordre contient pour Fanon une part d'abstraction.

> La paysannerie est laissée systématiquement de côté par la propagande de la plupart des partis nationalistes. Or il est clair que, dans les pays coloniaux, seule la paysannerie est révolutionnaire. (27)

Pour Fanon, les paysans ressentent une haine de la « politique » et de la démagogie. C'est pourquoi au début nous assistons à un véritable triomphe du culte de la spontanéité.

> La grande erreur, le vice congénital de la majorité des partis politiques dans les régions sous-développées a été, selon le schéma classique, de s'adresser en priorité aux éléments les plus conscients : le prolétariat des villes, les artisans et les fonctionnaires, c'est-à-dire une infime partie de la population qui ne représente guère plus d'un pour cent. […] Le prolétariat est le noyau du peuple colonisé le plus choyé par le régime colonial. Le prolétariat embryonnaire des villes est relativement privilégié. Dans les pays capitalistes, le prolétariat n'a rien à perdre, il est celui qui, éventuellement, aurait tout à gagner. Dans les

24) Ibid, p. 86.
25) Ibib, p. 52.
26) Ibid, p. 53.
27) Ibid, p. 66.
28) Ibid, p. 110.
29) Remarque de Charles Geronimi, qui fut l'un des internes de Fanon, entretien du 24 mai 2014, cité par J. Khalfa, op. cit., p. 163.

> pays colonisés le prolétariat a tout à perdre. Il représente en effet la fraction du peuple colonisé nécessaire et irremplaçable pour la bonne marche de la machine coloniale. (28)

Conclusion pour rouvrir le débat

N'oublions pas que Fanon est un psychiatre. Il interrompit rarement sa pratique, que ce soit en France, en Algérie ou en Tunisie. Mais si elle n'avait été qu'une activité professionnelle coupée de ses intérêts principaux, il aurait probablement ouvert l'un de ces cabinets privés qui fleurissaient à l'époque (29). C'est par la psychiatrie qu'il entame la compréhension de l'homme puis de la société qui le rend fou. Son inspiration passe donc dans la manière dont il comprend sa pratique de psychiatre. L'institution psychiatrique lui apparaît comme une machine à normaliser le « fou » et à lui imposer des normes sans rapport avec ce dont sa parole est l'expression. Inscrit dans le mouvement antipsychiatrique, il mettra l'accent sur la libération de cette parole en renversant la relation entre le médecin et le patient. C'est du côté de la folie que se trouvent une vérité et une authenticité auxquelles il faut laisser son libre exercice. Il y a une sorte de parallélisme entre un populisme à dimension libertaire et sa pratique médicale, souligne Mohamed Harbi (30).

On ne peut conclure ce débat sans évoquer les soutiens militants de la IVe internationale, notamment les engagements de Pablo et de ses camarades, et plus tard l'amitié développée par Alain Krivine (LCR puis NPA) dans sa jeunesse militante avec la lutte des Algérien·nes pour leur indépendance.

S'il y a bien un fil conducteur qui traverse la pensée marxiste, c'est bien celui de la classe ouvrière comme force révolutionnaire et émancipatrice, capable d'imposer par son auto-activité le passage du capitalisme au socialisme.

Selon Ernest Mandel, cette capacité ne se fonde pas dans un « idéalisme » arbitraire, utopique ou volontariste, mais dans les conditions matérielles/objectives de l'existence de cette classe sous le capitalisme. Le rôle qu'elle est amenée à jouer découle de sa situation d'exploitation, d'oppression et d'aliénation, qui la pousse à la résistance, à la lutte, à la révolte. Comme les faits et les événements l'attestent. La conscience collective socio-politique qu'elle manifeste, n'existe pas a priori ; elle ne découle pas a priori de sa *« nature de classe »*. (François Vercammen)

Seulement, cette position est légèrement contredite par ce que nous venons de voir chez Fanon et l'émancipation anticoloniale du peuple algérien. Elle est aussi rejetée par le compagnon de lutte d'Ernest Mandel, Michel Pablo, qui la considère trop eurocentriste, et défend des idées proches de celles de Fanon.

Il y a dans la philosophie de Fanon, comme première réaction face à la domination esclavagiste et colonialiste, ce qui relève du subjectif. Qui consiste à être du côté de celui et celle qui lutte pour sa liberté dans l'immédiat et quelles que soient les conditions. Francis Jeanson souligne cette subjectivité dans le combat de Fanon :

> Il ne se soucie pas d'être objectif, étant lui-même bien trop intéressé à la solution du problème. « Il ne m'a pas été possible d'être objectif », disait-il. « L'objectivité scientifique m'était interdite, car l'aliéné, le névrosé, était mon frère, était ma sœur, était mon père ». Cette « difficulté de situation à être objectif », cette espèce d'obligation vitale qui est faite au colonisé de rejeter tout à la fois la médecine et le système colonial, la langue et la « présence » française, la radio comme technique et la pensée de l'oppresseur. Le souci d'être exhaustif, de tenir compte de tous les aspects d'une situation, de nuancer à l'infini son jugement, est un luxe que ne saurait s'offrir celui qui est socialement nié : « pour le colonisé, l'objectivité est toujours dirigée contre lui ». (31)

Il ne s'agit donc pas de s'arrimer aux lois objectives de l'histoire pour détecter la juste voie pour se libérer. Il s'agit de construire sa propre histoire en s'engageant, et dans l'engagement tracer sa voie. Postuler à un salut futur des sociétés humaines n'apporte aucun remède aux malheurs des esclaves, aux colonisé·es et aux damné·es de la terre de ce temps. Que l'émancipation humaine doive un jour se réaliser, c'est une piètre consolation pour celui qui est en train de crever. L'homme qu'il s'agit de sauver, ce n'est pas cette abstraction de nulle époque.

C'est une démarche similaire que défendait Pablo (32) en s'engageant dans la guerre d'indépendance algérienne. Contrairement aux nombreux·ses militant·es européen·nes qui pensaient que leur continent était inévitablement le centre permanent de la révolution mondiale, Pablo fait une critique de cet eurocentrisme, pour se rapprocher de ce qui sera désigné comme « tiers-mondisme ». *« Malgré notre soutien théorique aux révolutions qui défaisaient les grands empires du passé, nous continuions à être avant tout des "eurocentristes" »*, disait-il.

> **“*Il ne s'agit donc pas de s'arrimer aux lois objectives de l'histoire pour détecter la juste voie pour se libérer. Il s'agit de construire sa propre histoire en s'engageant, et dans l'engagement tracer sa voie.*”**

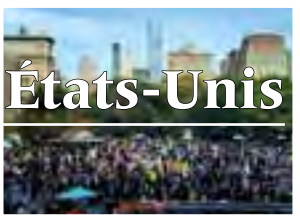
C'est aussi la position de F. Jeanson, l'autre engagé, libertaire, dans la guerre algérienne. *« Car,* souligne-t-il, *il m'apparaît de plus en plus que nous passons notre temps, nous autres Européens, à jouer à cache-cache avec les réalités – au nom de notre idée de la Révolution : quand il s'agit de nous, ce n'est pas le moment ; quand il s'agit des autres, ce n'est point ainsi qu'il eût fallu s'y prendre »*.

Mais si les « damnés de la terre » ont réussi à se libérer du joug colonial, ils n'ont pas réussi à renverser le capitalisme. La question qui se pose est d'un autre ordre : est-ce qu'ils et elles sont aussi capables de renverser le capitalisme, de conquérir le pouvoir politique et de (commencer à) construire une autre société basée sur la propriété collective des moyens de production, la planification démocratique, l'auto-organisation et la satisfaction des besoins sociaux de la majorité de la population ? Dit d'une manière plus savante par Daniel Bensaïd, *« La négation de la négation dit ce qui doit disparaitre sans nécessairement dicter ce qui doit advenir »* (33).

C'est le passage d'une conscience réelle vers une conscience possible, selon les termes de Lucien Goldman (34). Mais c'est déjà un autre débat…

Le 8 septembre 2025

30) M. Harbi, *postface…*, op. cit. note 1.
31) F. Jeanson, postface de *Peau noire…*, op. cit., p. 253.
32) Voir Hall Greenland, *Michel Pablo ou l'odyssée d'un trotskiste hérétique,* éditions Syllepse, 2025.
33) D. Bensaïd. *La discordance des temps, essai sur les crises, les classes, l'histoire,* éditions de la passion, 1995, p. 61.
34) Voir sur cette question L. Goldman, *La création culturelle dans la société moderne,* éditions Denoël, 1971.



New York City @ Linda Loew

Detroit, MI © Jim West

Milwaukee, WI © Mike McCallister

Houston, TX © Folko Mueller

Une participation massive aux manifestations No Kings !

Entre sept et huit millions de personnes ont participé à l'une des 2 600 manifestations organisées le 18 octobre, l'une des plus grandes journées d'action jamais organisées.

Par
Kay Mann

Ces manifestations se sont déroulées dans le contexte de la militarisation des villes dirigées par des maires démocrates, d'une campagne de terreur continue contre les communautés immigrées et d'une répression maccarthyste contre toute contestation, qui s'est fortement accélérée après l'assassinat du militant d'extrême droite Charlie Kirk.

Ces manifestations font suite à celles des 5 mars et 14 juin, qui ont montré l'énergie et la capacité de mobilisation de larges secteurs de la population, déterminés à s'opposer à la direction réactionnaire et autoritaire de Trump et ses conseillers. Les manifestations du 5 mars ont marqué le début d'un mouvement anti-Trump, centré sur la question des droits démocratiques, mais aussi sur l'opposition aux attaques de Trump contre les personnes transgenres et LGBTQI+, les immigré·es, l'environnement, Medicare et Medicaid (1).

Detroit, MI © Jim West

Madison, WI © Marsha Rummel

Dans les jours qui ont précédé les manifestations, les élus républicains, notamment le président de la Chambre des représentants, ont cherché à présenter les manifestations comme des rassemblements « anti-américains » dans lesquels les « antifas » et les pro-Palestiniens seraient au premier plan. Mais les manifestations se sont déroulées dans une ambiance festive et familiale, de nombreux manifestant·es portant des costumes. À la suite des manifestations, Trump a répondu par son célèbre mème généré par IA le représentant en roi dans un avion de chasse déversant des excréments sur les manifestant·es. Comme tous les dictateurs et aspirants dictateurs, Trump ne peut accepter le spectacle d'une opposition massive, d'autant plus que les sondages indiquent un déclin constant de son soutien.

Le mouvement n'est pas sans faiblesses : les manifestations sont organisées par des dirigeant·es d'ONG et de courants liés au parti démocrate ; il y a eu des vidéoconférences de masse, mais les manifestations sont essentiellement organisées d'en haut ; de nombreux syndicats ont approuvé les marches, mais dans l'ensemble la participation des syndicats aux marches a été peu visible ; à quelques exceptions près, les manifestations ont été majoritairement blanches, avec une participation limitée des Afro-Américain·es.

Une participation plus visible des syndicats et des Afro-Américains à la prochaine série de manifestations donnera plus de poids au mouvement alors que le gouvernement Trump continue de poursuivre son programme néofasciste.

Le 24 octobre 2025

1) Medicare est le système de santé public qui protège des dizaines de millions de personnes âgées et Medicaid les personnes dont les revenus sont inférieurs au seuil de pauvreté.

Pedro Pascal à Los Angeles, CA

Madison, WI © Marsha Rummel

Fremont, CA © Alex Chis

Kay Mann

Kay Mann est militante de Solidarity, section étatsunienne de la IVe Internationale, et professeure de sociologie à l'Université.